



Les faits en question, les idées en réponse !

Le dérèglement du monde...

Trump impose sa vision d'un monde ingouvernable et déréglé ..



Zelensky humilié,
l'Ukraine sommée de céder face à Poutine

#ROOM

Les États-Unis redessinent leur stratégie géopolitique : vers un réalignement avec la Russie contre la Chine ?



La politique internationale ne peut ressembler à de la télé-réalité, même si les niveaux intellectuels et politiques des élites internationales et des gouvernants, n'ont jamais été aussi bas au cours de l'histoire humaine.



EXPERTS INVITÉS # CHRONIQUEURS # QUARTIER LIBRE

Le niveau de vie des Marocains : un léger mieux mais plus d'inégalités.

Plus qu'une suspicion

La Zakat : Un levier pour le développement scientifique universitaire et industriel au Maroc

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

L'ODJ STREAM LIVE
00:29:48

L'ODJ R212 WEB RADIO

BREAKING NEWS

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma | +212 666-863106 | @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

SOMMAIRE

- 04** LE DÉRÈGLEMENT DU MONDE...
- 06** LES TENSIONS COMMERCIALES MAROC-ÉGYPTE : UNE OPPORTUNITÉ POUR RENFORCER LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE BILATÉRALE !
- 08** PLUS QU'UNE SUSPICION : LE MAROC FAIT FACE À DES MENACES TERRORISTES EXTERNES ET INTERNES
- 10** LA CONSTITUTION A 14 ANS, MAIS LA POLITIQUE EST EN CRISE D'ADOLESCENCE
- 11** LE NIVEAU DE VIE DES MAROCAINS : UN LÉGER MIEUX MAIS PLUS D'INÉGALITÉS.
- 14** L'ÉGYPTE EXAGÈRE
- 16** LE MAROC, PUISSANCE ANTITERRORISTE
- 18** LA ZAKAT : UN LEVIER POUR LE DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE UNIVERSITAIRE ET INDUSTRIEL AU MAROC
- 20** TRUMP FAIT MAIN BASSE SUR L'UKRAINE !
- 22** 2025 : VERS UNE RÉOLUTION HISTORIQUE DU CONFLIT DU SAHARA ?
- 25** LES ÉTATS-UNIS REDESSINENT LEUR STRATÉGIE GÉOPOLITIQUE : VERS UN RÉALIGNEMENT AVEC LA RUSSIE CONTRE LA CHINE ?

 **DÉBATS**

 **L'OPINION DES JEUNES**

 **الرسالة**
ARRISSALÁ. SA

Imprimerie Arrissala

I-DÉBATS NUMÉRO 02 - MARS 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI

MAQUETTES WEB : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma 

Le dérèglement du monde...

Une scène ahurissante s'est déroulée hier dans le bureau ovale à Washington. Le président Trump et son factotum de vice-président, rabrouant et humiliant un chef d'état démocratiquement élu, Zelensky président en titre de l'Ukraine, pour l'obliger à signer un traité de paix avec Poutine, après que celui-ci lui ait piqué une bonne partie de son territoire. Mêmes les journalistes s'y mettent en demandant au pauvre Volodymyr pourquoi n'avait-il pas revêtu un costume pour venir à la Maison Blanche...!!!

Jamais dans les relations internationales nous n'avions assisté à pareille situation. Même le pauvre président Benès n'eut pas droit à pareille humiliation de la part d'Hitler à propos des Sudètes en Tchécoslovaquie en 1938...

Pire, nous assistons aujourd'hui à une situation inédite où l'allié d'hier, l'Amérique, exige une reddition, presque sans conditions des ukrainiens devant l'ennemi russe, qui a attaqué et pris les terres de ce pays dès 2014.

À moins de croire la théorie qui dit que Trump fut un agent russe recruté dès 1988 par le KGB sous le nom de code de « Krasnov », quand son empire immobilier était en difficultés et qu'il était parti chercher de l'aide auprès des soviétiques, je ne vois pas ce qui pourrait expliquer cette attitude étrange de la part du président américain. On dirait que Trump fait tout pour satisfaire le président Poutine. Étrange tout de même...!

On nous dit partout que l'Amérique de Trump veut mettre un terme à la guerre russo-ukrainienne. Soit. Mais pourquoi alors avoir aidé massivement l'Ukraine et l'avoir poussée à faire la guerre à la Russie en 2014 et après, venir en 2025 lui dire que non seulement elle doit se coucher face aux russes, mais qu'elle doit en plus rembourser l'aide de guerre américaine qui serait de l'ordre de 300 milliards de dollars...?

En agissant ainsi, Trump rappelle au monde que c'est lui qui décide désormais de la paix sur le globe, que l'on a eu tort de soutenir un ramassis de gangsters ukrainiens qui ont détourné les milliards de l'aide de guerre américaine et que le sort subi par Zelensky sera celui de tout chef d'état qui ne veut pas prêter allégeance à l'hégémonie américaine et à son hyperpuissance quasi absolue...

C'est une posture politique et médiatique pour imposer son point de vue sans discussion ni protestation face à un monde de plus en plus dérégulé et ingouvernable.

Trump pense qu'en se mettant ainsi en scène il fait peur au reste du monde et qu'il pourra obtenir ce qu'il veut de n'importe quel pays. Pourtant il se trompe. L'Amérique ne fait plus peur. Même avec ses porte-avions et ses bombardiers, on a vu comment elle a quitté piteusement l'Afghanistan et même l'Irak. Battue en brèche par les partisans de la guerre asymétrique et les guérillas urbaines ou rurales que les GI américains ne maîtrisent absolument pas...



Trump peut toujours faire peur aux jordaniens et aux égyptiens pour qu'ils récupèrent les palestiniens de Gaza sur leurs terres et vider ce territoire pour en faire la future Riviera du Moyen-Orient, il n'arrivera pourtant pas à déporter les millions de palestiniens de leur terre. Les militaires israéliens en savent quelque chose...

Face aux « pets géostratégiques » du président américain, le monde ne doit pas baisser les bras et se soumettre. La hausse des taxes douanières que préconise Trump pour faire plier les nations récalcitrantes portera surtout préjudice à l'Amérique importatrice et non aux nations exportatrices.

Jusqu'à présent, on a surtout assisté à un show médiatique de mauvais goût, joué par Trump et son pote du moment Elon Musk. Rien de concret n'en est sorti, à part, foutre le bouze un peu partout, sans résultat tangible. On ne réforme pas un État défaillant à coups de serpettes ou même de cimenteries. Paradoxalement, plus aucune nation ne veut être l'alliée affichée des États-Unis. Même Israël se tâte et se dit qu'il n'est peut-être pas raisonnable de trop afficher son amour immodéré pour Trump et ses copains dingues ultra-conservateurs.

Tout le monde préfère attendre de voir ce que donneront les premiers 100 jours à la Maison Blanche avant de juger. D'autant plus que l'Amérique a besoin du reste du monde pour exister, tant elle en est sévèrement dépendante.

Et il ne suffit pas de clamer haut et fort que l'on est le premier producteur mondial de pétrole et bientôt de gaz pour faire plier le monde à ses exigences. Le temps des canonnières et de Théodore Roosevelt est bien révolu.

Que le monde cesse de commercer avec le dollar, qui vaut moins que le prix de l'impression des billets ou arrête d'acheter les bons du trésors américain qui ne valent pas grand chose, vu l'abysale dette américaine, pour que les États-Unis s'effondrent du haut de leur suprématie. Et c'est cela l'arme de destruction massive que détient le reste du monde, pour faire plier l'arrogante Amérique de Trump. Celui-ci devrait y réfléchir sérieusement...

Que les gens cessent d'utiliser des Iphones, d'acheter des Tesla, cessent d'utiliser les réseaux sociaux américains ou que l'immigration cesse aux États-Unis, pour que soit portée une sévère correction à cette hégémonie américaine.

Et c'est ce qui risque de se passer, si Trump continue dans ses délires face au reste du monde...

Que Zelensky et ses copains neo-nazis disparaissent, cela ne fera pas de mal à beaucoup de monde. Mais si l'on accepte l'humiliation faite à l'Ukraine par Trump, on ne pourra pas se révolter demain s'il venait à répéter cela ailleurs, face à d'autres pays.

Les nations et leurs dirigeants doivent être respectés. C'est une règle universelle depuis 1945. On sait ce qu'il en advient quand cette règle est bafouée. L'Amérique n'a gagné aucune des guerres menées depuis 1945 justement : les guerres de Corée, du Vietnam, d'Irak ou d'Afghanistan ont été toutes perdues par l'Amérique. De cela, une grande leçon d'humilité doit être tirée par Trump. Certes celui-ci déclare qu'il ne veut plus la guerre nulle part. C'est une bonne chose. C'est la méthode utilisée pour y arriver, qui n'est pas bonne. Pareil pour la recherche de l'établissement d'une nouvelle suprématie de l'Amérique sur le monde face aux Chinois et surtout aux Brics.

La résolution pacifique des conflits et l'établissement de la paix dans le monde sont un travail collectif, effectué de concert avec toutes les nations du globe et cela n'est pas du ressort d'une seule nation, aussi puissante soit-elle...

L'Amérique d'aujourd'hui fait encore moins peur qu'hier. Elle a surtout besoin d'une analyse psychiatrique de masse pour qu'elle comprenne que c'est fini et que le monde souhaite passer à autre chose.

Le temps des civilisations est ainsi fait. C'est au sommet de leur puissance qu'elles sont les plus fragiles. Ibn Khaldoun, un gars de chez nous, a expliqué cela il y'a plus de 7 siècles et c'est toujours d'actualité...

La politique internationale ne peut ressembler à de la télé-réalité, même si les niveaux intellectuels et politiques des élites internationales et des gouvernants, n'ont jamais été aussi bas au cours de l'histoire humaine.

Des dingues arrivent au pouvoir un peu partout sur le globe, portés par un discours nationaliste, complotiste, raciste ou antisémite.

Le monde né de la fin de la seconde guerre mondiale le 08 Mai 1945 est à présent révolu. Quarante-vingt ans pour arriver à un monde sans règles, sans foi ni lois, livré presque aux vents dominants de la bêtise, de la haine et du déshonneur...

Les peuples de la terre devraient laisser de côté leur zapping effréné de la vie au quotidien et de s'intéresser un peu plus à leur destin, et surtout, de se poser la vraie question : comment mettre fin à ce dérèglement du monde ?

Rédigé par Rachid Boufous



Les tensions commerciales Maroc-Égypte : Une opportunité pour renforcer la coopération économique bilatérale !

Les relations commerciales entre le Maroc et l'Égypte, historiquement marquées par des échanges réguliers, connaissent une période de turbulences. Depuis quelques mois, les deux pays sont confrontés à un nombre croissant de différends commerciaux, exacerbés par des mesures protectionnistes et des ajustements dans l'Accord d'Agadir. Pourtant, ces tensions pourraient offrir une opportunité unique pour renforcer la coopération économique et industrielle entre les deux nations, en particulier dans le cadre des défis mondiaux actuels.

Une Croissance Industrielle en Mouvement

Le Maroc a connu un véritable développement de son secteur industriel entre 2014 et 2023, grâce à des stratégies dynamiques d'investissements, de compétitivité et d'innovation. En une décennie, le pays a généré 401 000 emplois dans l'industrie, portant l'effectif total à près de 947 000 en 2023. Les investissements directs étrangers (IDE) ont également connu une forte augmentation, passant de 24 % du total des IDE entre 2010-2013 à 33 % entre 2019-2023. Cette croissance a été accompagnée d'une explosion des exportations industrielles, qui ont doublé, passant de 159 milliards de dirhams en 2013 à 377 milliards de dirhams en 2023.

Pendant, en dépit de ce dynamisme, les échanges commerciaux entre le Maroc et l'Égypte ont montré des signes de ralentissement en 2023, avec une baisse notable des exportations (-17,9 %) et des importations (-9,8 %), signifiant un déséquilibre commercial. Le Maroc a importé pour 7,8 milliards de dirhams de biens en provenance d'Égypte, tout en n'exportant que 528 millions de dirhams vers ce pays, un écart de près de 18 fois. Ce déséquilibre souligne l'importance pour le Maroc de diversifier et renforcer ses exportations industrielles, notamment dans des secteurs à forte valeur ajoutée comme l'automobile et l'électronique.

Un Contexte de Tensions Croissantes

Les tensions commerciales entre les deux pays remontent à plusieurs années. Depuis 2016, des associations industrielles marocaines ont exprimé des préoccupations concernant la concurrence jugée déloyale des exportateurs égyptiens. En réponse, le Maroc a renforcé les contrôles douaniers sur les produits en provenance d'Égypte, en particulier dans les secteurs des produits chimiques et du textile.

Mais c'est en 2024 que la situation a pris un tournant décisif. Le Maroc a imposé un droit antidumping de 29,93 % sur les conserves de tomates en provenance d'Égypte, en réponse à une plainte de la Fédération nationale des industries alimentaires marocaines. En parallèle, le pays a rouvert une enquête sur le dumping concernant les tapis et les revêtements textiles égyptiens. Ces décisions ont intensifié les tensions avec Le Caire, d'autant plus que les autorités égyptiennes ont répondu par des restrictions sur les exportations marocaines, notamment dans le secteur automobile.



Une concurrence déloyale ou des dispositions non harmonisées ?

Les désaccords entre les deux pays portent en grande partie sur l'interprétation des règles d'origine et des normes de conformité, notamment dans le cadre de l'Accord d'Agadir, signé en 2004, qui vise à renforcer les échanges commerciaux entre le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie. Les tensions actuelles soulignent le besoin urgent d'une révision de ces règles, particulièrement en matière de traçabilité des produits et de vérification des certificats d'origine.

La crainte d'un contournement tarifaire, comme l'exportation de produits asiatiques réétiquetés comme étant d'origine égyptienne pour bénéficier des avantages tarifaires, est l'un des principaux points de friction. Le Maroc a ainsi décidé de renforcer ses contrôles douaniers, mais ces actions ont suscité des représailles de la part de l'Égypte, notamment dans le secteur automobile.

Une Opportunité pour Renforcer la Coopération Bilatérale

Malgré ces tensions, il existe des opportunités pour renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays. Il est impératif de trouver des solutions constructives pour résoudre ces différends, notamment par la mise en place de mécanismes de dialogue bilatéral.

Une des solutions possibles serait de créer une commission mixte pour résoudre les litiges commerciaux de manière plus transparente et équitable. Cela permettrait d'harmoniser les interprétations des règles d'origine et de mettre à jour l'Accord d'Agadir, en intégrant des clauses adaptées aux évolutions du commerce international. Par ailleurs, une coopération renforcée dans les secteurs technologiques et industriels, ainsi que la promotion de partenariats de coproduction, pourraient réduire les risques de dumping tout en créant davantage de valeur ajoutée locale.

Plusieurs mesures pourraient être envisagées pour désamorcer les tensions :

1. Renforcement de la traçabilité des produits : Une vérification systématique des certificats d'origine, avec des audits conjoints entre les autorités douanières marocaines et égyptiennes, permettrait de garantir que les produits respectent les règles de l'Accord d'Agadir.
2. Création d'une commission mixte Maroc-Égypte : Cette commission pourrait se concentrer sur les différends commerciaux, l'examen des allégations de dumping et la mise en place de solutions préventives pour éviter de futures tensions.
3. Modernisation de l'Accord d'Agadir : Il serait nécessaire d'actualiser cet accord en tenant compte des évolutions récentes du commerce mondial, notamment en matière de réglementations douanières et de normes de qualité.

En dépit des frictions commerciales actuelles, le Maroc et l'Égypte disposent d'une occasion en or pour réaffirmer leur volonté de coopération économique. À travers des ajustements dans leur partenariat commercial et l'actualisation de leurs accords, les deux pays pourraient non seulement résoudre leurs différends, mais aussi renforcer leurs échanges commerciaux et industriels pour faire face aux défis économiques mondiaux. Ce n'est qu'en adoptant une approche collaborative et en renforçant leur dialogue que le Maroc et l'Égypte pourront exploiter pleinement le potentiel de leur coopération.

PLUSIEURS MESURES POURRAIENT ÊTRE ENVISAGÉES POUR DÉSAMORCER LES TENSIONS :

C'est dans ce contexte qu'un entretien a eu lieu entre Omar Hejira, secrétaire d'État marocain chargé du Commerce extérieur, et Hassan Al-Khatib, ministre égyptien de l'Investissement et du Commerce extérieur. L'objectif principal était d'identifier les moyens de renforcer les échanges commerciaux et de remédier aux déséquilibres constatés. D'après Hejira, le Maroc cherche à réduire son déficit commercial avec l'Égypte en augmentant ses exportations vers ce pays. À cet effet, une mission économique sera organisée afin d'ouvrir de nouvelles opportunités aux exportateurs marocains, notamment dans le secteur de l'automobile, qui a connu un recul récemment.

De son côté, Al-Khatib a réaffirmé l'ouverture du marché égyptien aux produits marocains et a souligné l'importance de mesures concrètes pour garantir un commerce plus équilibré. Il a également insisté sur la volonté des deux gouvernements d'assurer un suivi rigoureux des accords commerciaux, afin d'éviter de nouvelles tensions.

Rédigé par Abdelilah BOUTAYBI



Plus qu'une suspicion : Le Maroc fait face à des menaces terroristes externes et internes

Trois petites phrases du directeur du Bureau Central d'Investigation Judiciaire (BCIJ), Cherkaoui Habboub, glissées comme par inadvertance lors de la conférence de presse de lundi dernier sur les détails du récent démantèlement d'une cellule terroriste, ont suffi pour que se profile derrière ses mots l'ombre de l'Algérie : "le Maroc fait face à des menaces terroristes externes et internes", "les numéros de série des armes saisies ont été intentionnellement effacés pour cacher leur origine" et " découverte d'une base arrière sur le tracé frontalier dans l'oriental."

Le patron du BCIJ n'a pas nommé l'Algérie et n'a donc pas non plus indiqué le degré de sa potentielle implication pour déterminer si les services algériens sont dans cette affaire les commanditaires ou s'ils s'étaient contentés d'en être les facilitateurs. Et jusqu'à plus ample informé, cette déduction reste une hypothèse.

Le fantasme d'une Algérie Prusse du Maghreb

Néanmoins, un simple et bref retour sur l'historique des relations tumultueuses entre le Maroc et l'Algérie amènerait à considérer qu'une implication directe ou indirecte relève du domaine du très probable. De même qu'il n'est pas nécessaire d'être un fin observateur des affaires nord-africaines pour comprendre que pour le régime algérien qui inscrit ses relations avec Rabat dans l'ordre du hautement stratégique, toutes les occasions pour déstabiliser le Royaume sont bonnes à prendre.

Très tôt, dès les lendemains de l'indépendance, Alger a exprimé son ambition de devenir la Prusse du Maghreb, en référence à l'empire prussien de l'ère bismarkienne qui fut, notamment, durant le 19^e siècle un État puissant et militarisé dominant l'Europe. Si bien que lorsqu'aujourd'hui il arrive à des opposants algériens de dire que « l'Algérie n'est pas un État qui possède une armée, mais une armée qui possède un État », ils ne font, sans le plus souvent le savoir, que paraphraser une sentence que l'écrivain et parlementaire français Mirabeau appliquait à la Prusse.

Cette ambition, longtemps niée et dissimulée, Houari Boumediene, deuxième président de l'Algérie et quelque part son omnipotent concepteur, finira par l'admettre peu avant son décès dans un entretien avec un correspondant du journal français le Monde Paul Balta. Progressivement, l'expression cédera la place à une autre, toujours d'actualité et assumée : "l'Algérie Etat-pivot de la région", par laquelle l'oligarchie militaire au pouvoir à Alger exprime ses envies de réduire tous les autres pays frontaliers de l'Afrique du Nord et du Sahel à des Etats satellites. Un seul État, de par sa position, son histoire, ses moyens et sa démographie apparaissait dans ce rêve comme un obstacle majeur à la démesure de ses ambitions : le Royaume du Maroc.



Le pari algérien sur l'opposition "à Sa Majesté"

Longtemps, le régime algérien a tablé, notamment dans les années soixante et début des années soixante-dix du siècle dernier, sur le révolutionnarisme marxisant et panarabisant d'une partie de l'opposition marocaine à une époque où il était important pour certains de distinguer entre l'opposition de Sa Majesté et l'opposition à Sa Majesté.

Les militants les plus extrémistes de cette dernière, les plus manipulables aussi, vont trouver à Alger, et pareillement à Damas de Hafid Al-Assad et à Tripoli de Kadhafi, gîte, couvert, entraînement et financement de leurs activités. Cette subversion va culminer avec l'infiltration des groupes armés depuis le territoire algérien, le 3 mars 1973, qui se trouvait être jour de Fête du trône du Maroc. Ils revendiquaient de ce deviendra « l'Option révolutionnaire », une aile semi tolérée, baptisée Tandhim (l'Organisation), de l'Union Nationale des Forces Populaire, ancêtre de notre si bien gentil USFP d'aujourd'hui.

Leur action, théoriquement destinée à embraser un Maroc prêt à tomber, va être rapidement et principalement circonscrite à Moulay Bouaza dans la région de Khénifra.

A la même époque, le dossier qui se muera en conflit du Sahara, était en préparation et le Polisario en gestation, offrant à Alger une opportunité dont Alger va s'empresser de s'emparer avec le soutien débile mais fort de Tripoli. Dans les calculs hautement stratégiques de Houari Boumediene et de ses colonels - l'Algérie ne comptait pas encore la pléthore de généraux d'aujourd'hui - le régime marocain, présumé "fortement contesté", qui venait de sortir de deux tentatives de coups d'Etat et d'une sérieuse secousse par l'infiltration des groupes armés du "Tandhim," semblait mûr pour la cueillette.

Les stratèges algériens étaient convaincus que le Maroc ne pouvait tenir longtemps face à une guérilla massivement soutenue. La suite on la connaît, ce que l'on ignore en revanche c'est si, à ce jour, le régime algérien a pris conscience du service qu'il a ainsi rendu à son insu au Maroc ?

L'attentat d'Atlas Asni

Jusqu'en 1994, Alger estimait que l'option Polisario le dispensait de toute autre forme d'action, d'autant que la mobilisation des Marocains autour de la question du Sahara et la réintégration des forces de l'opposition dans le jeu institutionnel par le retour à la vie parlementaire à partir de 1976-77, avaient tari ce qui restait du "terreau révolutionnaire marocain" potentiellement recrutable pour porter son projet.

Et alors que le Maroc, durement mais sûrement, sécurisait les territoires du Sahara, l'Algérie sombrait, à partir de 1992, dans ce qu'elle projetait pour le Maroc : une atroce guerre civile qui va faire plus de 200.000 morts. Le Royaume, lui, coulait des jours plus ou moins heureux, plus ou moins tourmentés, secoués par deux ou trois grèves générales, accompagnées ou non d'émeutes (1981 et 1984), sous un ciel, orageux par intermittence, mais globalement stable. En tout cas suffisamment pour faire enrager un régime algérien qui voyait ses ressortissants affluer massivement vers ce pays voisin si détesté, dont il leur disait tant de mal, devenant un miroir qui leur renvoyait l'image hideuse de la situation du leur.

Le 29 août 1994, deux ans avant l'assassinat des pacifiques moines de Tibhirine en Algérie, dans lequel l'armée est montrée du doigt, et huit mois après le détournement du vol d'Air France par le GIA algérien, connu pour ne pas échapper aux infiltrations et aux manipulations des services algériens, deux hommes armés entrent dans l'hôtel Atlas Asni à Marrakech au Maroc, et ouvrent le feu sur des clients, faisant deux morts (des touristes espagnols) et plusieurs blessés. L'attaque a été rapidement, trop rapidement attribuée à un groupe islamiste radical algérien, aux ramifications à l'étranger et qui aurait bénéficié d'un soutien logistique en Algérie. Lequel ?

L'État barbouze

Pour les services marocains qui ont réussi à arrêter dans des temps records, les auteurs - des Franco-Algériens - le doute n'est pas permis. Les fils de l'enquête conduisaient à tous les coups à la main des services algériens, probablement avec l'aide et la bénédiction d'une tierce partie européenne.

Les mesures préventives prises par Rabat - établissement du visa pour les ressortissants algériens - vont servir de prétexte à la fermeture des frontières. Double coup : les Algériens ne pourront plus faire leurs courses au Maroc aussi aisément, et l'image paisible d'un Maroc qui venait quatre mois auparavant (avril 1994) d'accueillir en grande pompe, à Marrakech précisément, la grande conférence internationale du GATT, en prélude à la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), se trouvait perturbée. Le tourisme marocain, une ressource importante pour le PIB national, en prend un coup.

Dès lors, le faisceau de présomptions sur l'implication algérienne dans la cellule terroriste dont le démantèlement a été annoncé par la DGSN/DGST le 19 février 2025, plus qu'une suspicion, apparaît crédible, sachant que dans la nébuleuse du terrorisme et du trafic en tous genres transnationaux qui va de l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne, où tous les services du monde jouent leurs partitions respectives, il n'est pas aisé d'en démêler l'écheveau. Et quel que soit le rôle joué par l'Algérie dans cette affaire, elle porte les traces ADN d'un régime qui excelle dans la barbouzerie.

Évoquer ainsi la génétique n'est pas une figure de style, mais une brève évocation d'un régime reconnu pour être particulièrement violent et la relation d'une constante politique qui remonte à la genèse même du Front de Libération Nationale algérien, dans un premier temps, et qui se poursuit avec la construction de l'Etat algérien, tous deux jalonnés de conspirations, de manipulations, de coups fourrés et de liquidations physiques.

Rédigé par Naim Kamal



La constitution a 14 ans, mais la politique est en crise d'adolescence

En 2011, éclata ce qu'on avait appelé le printemps arabe, avec dans chaque pays une déclinaison particulière, des conséquences variées et des drames plus ou moins importants. Au Maroc, pas de drame mais l'expression d'un profond spleen de la jeunesse. Le Mouvement du 20 février était né, et il ne devait pas avoir une grande espérance de vie. Mais il aura permis au Maroc d'avoir une constitution tout à fait convenable. Quatorze ans après, la politique ne suit pas et la jeunesse a laissé tomber.

Durant toute cette période, de 2011 à 2025, la politique a connu des hauts et des bas ; en fait des hauts, puis des bas. La constitution – tout le monde s'accorde à le dire – est aussi avant-gardiste que moderniste ; elle confère plus d'attributions au chef de gouvernement, elle encadre les pouvoirs du roi, elle confie une plus grande place à l'opposition et elle consacre des organes de gouvernance. Et la boucle est bouclée, il faut juste le personnel politique adéquat.

Il appartenait donc, après cela, de mettre en place des chefs de gouvernement politiques. Le roi Mohammed VI, bien qu'aucun texte ne l'y oblige, s'est fixé la contrainte de désigner à la tête du gouvernement le chef du parti arrivé en tête. D'où M. Benkirane puis, suite au regrettable blocage de 2016-2017, son second dans le parti M. Elotmani ; et quand le RNI a emporté l'élection en 2021, c'est M. Akhannouch qui a tout naturellement été appelé à former le gouvernement. Où en est alors, aujourd'hui, la politique et l'adhésion à la politique, ou encore l'intérêt pour la politique ? La réponse est apportée par l'association Tarik Ibnou Ziad Initiative, ou TIZI.

Selon une étude récemment publiée par ce groupe, la part des jeunes Marocains de 18 à 34 ans inscrits sur les listes électorales était de 30% en 2011, baissant un peu à 27% en 2021, avant de retomber à 20% en 2024. En 2021, année de la triple élection, 54% des jeunes inscrits ont voté, plus qu'en 2016 (41%) et même 2011 (48%). TIZI explique le sursaut jeune de 2021 par des « campagnes modernisées, notamment via les réseaux sociaux, qui ont permis de mieux mobiliser la jeunesse ». Depuis, plus rien, et l'adhésion des jeunes à la politique recule.

Et TIZI, toujours, d'expliquer ce reflux et ce désintérêt par la méfiance envers la politique, la faible éducation civique, le chômage et la précarité et, surtout, le manque de confiance en l'efficacité du vote. Autrement dit, les gens, jeunes et moins jeunes, aiment qu'on leur parle, et abhorrent plus que tout de ne voir les politiques que durant la poignée de jours des campagnes électorales ; les jeunes et moins jeunes aiment qu'on leur explique ce qui se passe, pourquoi ça se passe, et comment on le dépasse. Cela est souligné par la constitution qui dispose que « les partis politiques œuvrent à l'encadrement et à la formation politique des citoyennes et des citoyens, ainsi qu'à la promotion de leur participation à la vie nationale et à la gestion des affaires publiques ».

Disons les choses clairement : autant Abdelilah Benkirane faisait de la politique et mobilisait les gens derrière lui, ou même face à lui, contre lui, autant l'attrait pour la politique a commencé à se tarir depuis 2017, à l'arrivée d'un Saadeddine Elotmani, sévèrement coraqué par un RNI (déjà) conquérant.



Durant ce second mandat PJD (on va appeler les choses comme ça...), le même RNI a déployé d'immenses efforts et a consenti de non négligeables investissements (on continue d'appeler les choses ainsi) pour attirer les jeunes vers les urnes et les faire voter.

Et le RNI n'a pas seulement gagné, il a submergé, étouffé, étranglé, écrasé les autres partis. On constate dans le monde que depuis 2010 environ, une élection, c'est de l'argent. Et bien, au Maroc, c'est pareil, et le RNI ayant beaucoup d'argent, il a récolté beaucoup de voix. L'investissement sur le numérique et les promesses chimériques furent payants...

Tout cela est globalement légitime et certainement légal (en l'absence de preuve contraire), mais le résultat est ravageur. Les réseaux sociaux, c'est d'abord de l'argent, et quand on a beaucoup d'argent, on réussit à force de flux et de flots d'infos à changer les réalités et les perceptions des utilisateurs de ces réseaux. On constate à cet effet que depuis une quinzaine d'années environ, avec l'explosion de ces réseaux, ce sont les plus riches et les plus présents sur la toile (ce qui revient au même), qui réussissent aux élections, appuyés et portés par leurs armées de trolls.

C'est cet état de fait qui a contribué à réduire les partis marocains à leur portion congrue, perdus dans ces nouvelles réalités numériques, abandonnés par leurs jeunes (en attendant leurs électeurs), écrasés par le RNI et les influenceurs bleus. Et bien qu'ils soient plus anciens, plus aguerris, plus expérimentés, les anciens partis du royaume en sont réduits à une attitude d'ado, dénonçant sans convaincre, se révoltant avec prudence, adoptant des attitudes de défis sans effets.

On comprend dès lors mieux la raison de la désaffection des jeunes de la politique, de leur désintérêt, voire leur méfiance pour tout ce qui est politique. Et 2026 approche à grande vitesse, sans indication sur d'éventuels changements avec les manières de faire de 2021. Devrait-on s'inquiéter de cela, du naufrage de la politique ? Oui.

Rédigé par Aziz Boucetta

LE NIVEAU DE VIE DES MAROCAINS : UN LÉGER MIEUX MAIS PLUS D'INÉGALITÉS.

Le Haut-Commissariat au Plan vient de publier le rapport complet de l'enquête nationale sur le niveau de vie des ménages 2022-2023. Ce document détaillé donne des explications à la fois méthodologiques et lexicales. Ce qui permet une meilleure interprétation des données, une compréhension des dynamiques sociétales et nécessairement une discussion des résultats annoncés.

Les résultats de l'enquête concernent successivement les disparités relatives à la dépense par ménage, par personne et par milieu de résidence, ce qui permet de déduire l'évolution du niveau de vie de la population entre 2014 et 2022 et par ricochet celle de la pauvreté sous toutes ses formes. Ils portent également sur l'évolution du revenu au cours de la même période en en déterminant les principales composantes.

Une moyenne qui cache des disparités

Entre 2014 et 2022, la dépense annuelle moyenne par ménage est passée de 76 317 DH à 83 713 DH à l'échelle nationale correspondant à 95 386 DH en milieu urbain et à 56 769 DH en milieu rural. Ramenée à l'échelle individuelle, la dépense annuelle moyenne par personne est passée de 15 876 DH en 2014 à 20 658 DH en 2022. Elle a ainsi progressé, aux prix constants, à un taux annuel moyen de 1,1% entre 2014 et 2022, passant de 3,1% entre 2014 et 2019 à -3,1% entre 2019 et 2022.

Mais toute moyenne cache des disparités. Par catégorie socio-économique, ces dépenses sont comme suit :

- Les chefs de ménage ayant un niveau scolaire supérieur, avec un niveau de vie de 50 961 DH par personne et par an, dépensent en moyenne 3,4 fois plus que ceux dirigés par un chef sans niveau scolaire (14 808 DH).
- Les ménages dont le chef relevant du groupe «Responsables hiérarchiques, directeurs, cadres de direction et de professions libérales» réalisent la DAMP la plus élevée (53 833 DH soit 2,6 fois la moyenne nationale), tandis que ceux dont le chef est «Exploitants et ouvriers agricoles» réalisent le niveau le plus faible (13 298 DH).
- Les ménages dont le chef appartient à la catégorie des «employeurs» réalisent une DAMP (39 793 DH) 2,6 fois plus que ceux dirigés par les indépendants (15 378 DH) et 2 fois plus que ceux dirigés par les salariés (19 972 DH).
- Les ménages dirigés par des femmes affichent un niveau de vie (23 707 DH par personne et par an) légèrement supérieur de 1,2 fois à celui des ménages dirigés par des hommes (20 121 DH).

D'une façon générale, alors que la moitié la plus aisée de la population effectue 76,1% de la masse totale des dépenses, la moitié la moins aisée ne dispose que de 23,9%.



Misère culturelle !

Il faut préciser que l'amélioration du niveau de vie dont parle le rapport est très relative dans la mesure où les « coefficients budgétaires » n'ont pas évolué sensiblement. Ainsi, la part du budget consacré à l'alimentation demeure prégnante. Elle a même augmenté de 1 point entre 2014 et 2022 pour se situer à 38%. La loi d'Engel selon laquelle le budget alloué aux dépenses alimentaires diminue lorsque le revenu augmente ne se vérifie pas. Par contre, les dépenses pour la santé et la culture ont connu une baisse. Les Marocains consacrent à peine 0,5% de leurs dépenses à la culture, soit 103 DH par an et 0,3 DH par jour !

Les couches pauvres sont totalement écartées.

En tout état de cause, cette amélioration, supposée ou réelle, n'a pas empêché le creusement des inégalités tant territoriales que sociales. Les inégalités territoriales sont doubles : entre le monde rural et le monde urbain d'une part et entre les différentes régions d'autre part. Quant aux inégalités sociales, elles sont mesurées par l'indice de Gini estimé à 40,5% en 2022 contre 39,5 % en 2014 et 38,5% en 2019.

À l'échelle nationale, le niveau de vie moyen par personne s'élève à 49 634 DH par an pour les 20% les plus aisés, tandis qu'il atteint 6 943 DH pour les 20% les moins aisés, soit un écart relatif de 7,1 fois. Cet écart n'a été que de 6,2 fois en 2019 et de 7 fois en 2014.

Cependant, en termes de revenus, les disparités sont relativement plus importantes : 14 fois entre le quintile le plus riche et le quintile le moins aisé. Cependant, elles diffèrent en fonction de la source des revenus. Ainsi, les 20% les plus aisés de la population ont un revenu salarial moyen 10,7 fois supérieur à celui des 20% les moins aisés. Dans les revenus générés par l'emploi indépendant non agricole, les 20% les plus aisés détiennent 42,9 fois le revenu des 20% les moins aisés. Quant au revenu agricole, les 20% les plus aisés disposent d'un revenu supérieur de 11,4 fois à celui des 20% les moins aisés. S'agissant des revenus de transfert, les 20% les plus aisés détiennent 16,7 fois le revenu des 20% les moins aisés.

Huit millions de pauvres. En termes de pauvreté, l'enquête a abouti aux résultats suivants :

Le taux de pauvreté absolue, soit un seuil de 1,9 \$ par jour, a globalement reculé entre 2014 et 2022, passant de 4,8% à 3,9% après avoir atteint un taux de 1,7% en 2019. En termes absolus, le nombre des pauvres s'établit à 1,42 million en 2022, dont 512 000 en milieu urbain et 906 000 dans le rural. En 2022, Cinq régions présentent un taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale (3,9%) : Fès-Meknès (9%), Guelmim-Oued Noun (7,6%), Béni Mellal-Khénifra (6,6%), Darâa-Tafilalet (4,9%) et L'Oriental (4,2%).

La vulnérabilité, calculée sur la base de une fois et demi le seuil de pauvreté, soit 2,85 \$, a connu une légère hausse de 12,5% à 12,9% entre 2014 et 2022 après avoir atteint 7,3% en 2019. Le nombre de personnes économiquement vulnérables est de 4,75 millions en 2022, dont 2,24 millions en milieu urbain et 2,51 millions en milieu rural.

La pauvreté multidimensionnelle a considérablement diminué, passant de 9,1% en 2014 à 5,7% en 2022, surtout en milieu rural, où le taux est passé de 19,4% à 11,2%, tandis qu'en milieu urbain, il est passé de 2,2% à 2,6%. Elle concerne un peu plus de 2 millions de personnes.

Remarques finales.

Ces conclusions ne sont pas à prendre pour des vérités absolues. Elles restent discutables même si elles constituent une référence pour les politiques publiques. On peut d'ores et déjà soulever une série de remarques. La première concerne la comparaison entre le nombre de pauvres selon le HCP, 8 millions au total, et les 10 millions de personnes éligibles à l'aide sociale directe et inscrites dans le RSU. L'écart de 2 millions n'est pas négligeable.

La deuxième remarque est relative aux inégalités sociales. Mesurées par le revenu des ménages, elles demeurent partielles et ne traduisent pas la réalité. Pour ce faire, il faudrait prendre aussi en considération les revenus du capital, les produits des actions et autres biens patrimoniaux et fortunes diverses.

La troisième remarque est d'ordre méthodologique. Elle porte sur les limites de la statistique et de la méthode d'échantillonnage. Un échantillon de 18000 ménages, aussi représentatif soit-il, ne pourrait en aucune manière constituer le reflet d'une société tout entière avec ses contradictions et sa complexité. Une analyse par cette technique peut au mieux dresser des tendances et tracer des trajectoires sans aboutir à des résultats chiffrés d'une manière précise.

Il va sans dire que le travail accompli par le HCP, même s'il demeure perfectible, est louable. Il vaudrait mieux disposer d'indications et de repères, fussent-ils approximatifs, que de continuer à naviguer à vue.

Rédigé par Abdeslam Seddiki





**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



SCAN ME

@lodjmaroc      

L'ÉGYPTE EXAGÈRE

Derrière le différend commercial maroc-égypte, une bataille d'influence économique

Le différend commercial entre le Maroc et l'Égypte n'est pas un simple litige économique. Il illustre une asymétrie structurelle entre deux pays liés par des accords de libre-échange, mais dont la relation commerciale reste déséquilibrée.

En 2024, les échanges bilatéraux ont atteint 815 millions de dirhams, mais derrière ces chiffres se cache une réalité frappante : l'Égypte exporte vers le Maroc pour plus de 800 millions de dirhams, tandis que les exportations marocaines vers l'Égypte plafonnent à 11 millions. Autrement dit, pour chaque dirham exporté par le Maroc, l'Égypte en exporte plus de 70 vers le Royaume. Ce déséquilibre, loin d'être anodin, met en lumière les limites d'une relation qui, pour l'instant, profite davantage au Caire qu'à Rabat.

Pour comprendre cette situation, il faut identifier trois éléments structurants qui expliquent la posture égyptienne.

D'abord, une politique protectionniste assumée. L'Égypte applique des restrictions tarifaires et non tarifaires qui entravent l'accès des produits marocains, notamment dans le secteur automobile. Pourtant, l'industrie locale ne produit qu'environ 23 000 véhicules par an, insuffisants pour une population qui dépasse les 100 millions. Une quantité marginale comparée aux plus de 500 000 unités produites chaque année au Maroc. Officiellement, ces mesures visent à protéger une industrie naissante et à gérer les réserves en devises étrangères. Officieusement, elles traduisent une volonté de contrôler l'accès à son marché intérieur et de préserver un excédent commercial structurel.

Ensuite, la volonté de contournement des principes de l'accord d'Agadir est bien là. Signé en 2004 entre le Maroc, l'Égypte, la Tunisie et la Jordanie, cet accord devait fluidifier les échanges en instaurant une zone de libre-échange progressive entre ces pays. Mais au lieu de jouer le jeu de l'intégration économique, l'Égypte a souvent privilégié une lecture opportuniste de l'accord, profitant de l'ouverture marocaine sans offrir de réciprocité réelle.

En bloquant les exportations marocaines sous des prétextes administratifs et techniques, elle fausse les règles du commerce et sape les fondements de la coopération régionale.

Enfin, une stratégie visant à contenir l'expansion du Maroc dans la région MENA.

Le Royaume, en diversifiant ses débouchés et en consolidant son industrie, devient un concurrent sérieux dans plusieurs secteurs, notamment l'automobile, l'agroalimentaire et les énergies renouvelables. L'Égypte, qui cherche elle-même à renforcer sa présence sur ces marchés, perçoit l'influence marocaine comme une menace potentielle. En restreignant les flux commerciaux, elle cherche à freiner l'entrée du Maroc dans cette zone stratégique où elle ambitionne de jouer un rôle de premier plan.



Ce différend dépasse donc largement la question bilatérale. Il met en lumière une problématique plus vaste : l'intégration économique régionale et les obstacles qui entravent son développement. L'attitude de l'Égypte ne se limite pas au Maroc. Elle reflète une tendance plus large de certaines économies à utiliser les accords commerciaux comme des leviers asymétriques, où l'ouverture est unilatérale et les restrictions le sont également.

Face à cette situation, le Maroc dispose de plusieurs options.

La première serait d'intensifier les négociations avec l'Égypte pour tenter d'obtenir un cadre plus équilibré. Cela impliquerait une action diplomatique renforcée, des missions économiques conjointes et une pression accrue pour exiger l'application stricte des engagements pris dans le cadre de l'accord d'Agadir. Une telle approche nécessiterait toutefois un rapport de force plus affirmé et la capacité de faire valoir les intérêts marocains de manière offensive.

Si cette voie s'avérait inefficace, le Maroc pourrait alors opter pour une stratégie de dépassement, en réorientant ses exportations vers des marchés alternatifs. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar offrent des opportunités solides, tant par leur dynamisme économique que par leur capacité d'absorption. Le Royaume pourrait aussi approfondir ses relations avec la Turquie et les marchés asiatiques, qui deviendront des pôles de consommation majeurs dans les décennies à venir.

Par ailleurs, le Maroc pourrait tirer parti des mécanismes juridiques à sa disposition. En saisissant les instances compétentes pour dénoncer les pratiques protectionnistes de l'Égypte, le Maroc enverrait un message clair : les accords de libre-échange ne peuvent être à sens unique. Une telle démarche permettrait également de tester la solidité des mécanismes de régulation dans la région et de mettre à l'épreuve la volonté réelle des États à respecter leurs engagements commerciaux.

Enfin, ce différend pourrait être utilisé comme un levier diplomatique plus large au sein de la ZLECAF et subsidiairement au sein de l'UA. Si des pays comme l'Égypte continuent d'ériger des barrières commerciales sous couvert de protectionnisme, alors la viabilité même de cette zone de libre-échange sera remise en question.

C'est à cette condition qu'il pourra transformer ses défis en opportunités et consolider son positionnement sur la scène régionale et internationale.

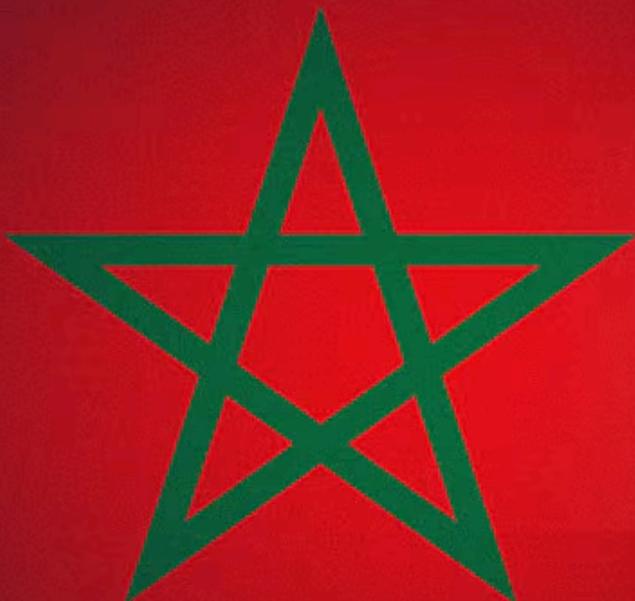
L'enjeu n'est pas seulement de défendre les intérêts marocains, mais d'éviter que l'intégration économique africaine ne se transforme en un ensemble d'accords creux, où chacun privilégie son marché national au détriment du commerce intra-africain.

C'est dire la gabegie qui peut entourer ces opérations de réhabilitation alors que le Botola Pro est carrément torpillée et sabordée par les fermetures à répétition des stades et que les clubs ne savent plus à quel saint se vouer pour gérer normalement la compétition avec presque plus de recettes !

Le Maroc se trouve donc face à un choix stratégique : soit chercher à rééquilibrer sa relation avec l'Égypte par des négociations plus musclées, soit diversifier ses débouchés pour éviter une dépendance à un marché dont l'accès reste incertain.

Ce qui est certain, c'est que le statu quo ne peut plus durer. L'enjeu dépasse le cadre des relations bilatérales et touche à la place du Maroc dans les grands équilibres commerciaux de la région MENA et du continent africain. Dans un monde où les alliances économiques se recomposent, le Maroc doit s'adapter, innover et anticiper.

Rédigé par Adnan Debbarh



LE MAROC, PUISSANCE ANTITERRORISTE

Le Maroc multiplie les opérations de démantèlement de cellules affiliées à Daech, des interventions qui mettent le doigt sur l'ampleur et la gravité d'une menace en mutation continue. Et comme l'indique le Département d'État américain dans son rapport annuel de 2024, le Royaume se classe parmi les dix pays les plus performants dans la lutte contre le terrorisme

Après le démantèlement d'une cellule à Had Soualem, il y a un mois, voilà donc cette fois, le 19 février courant, celui d'un grand réseau d'une douzaine de personnes. Les plans terroristes projetés et préparés devaient être perpétrés dans pas moins de neuf villes du Royaume (Casablanca, Fès, Taounate, Tanger, Guercif, Oulad Teïma, Tamesna et Laâyoune). Un acte d'une grande gravité. Tous les détails ont été donnés lors d'un point de presse donné par le directeur du Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ), le lundi 24 février à Salé.

Quelles observations de principe peut-on avancer à cet égard ? La première a trait à l'armement saisi, en particulier les armes de guerre que sont les Kalachnikov. De quoi viser un chiffre important de victimes... C'est là un stade opérationnel supérieur qui témoigne de la forte menace ciblant le Maroc. Cela rappelle le démantèlement de la cellule terroriste d'Amgala, voici quatorze ans, le 11 janvier 2011, avec, à la clé 27 arrestations et la saisie de 33 Kalachnikov, 2.000 munitions, 2 lance-roquettes RPG et un mortier Hawn.

À Had Soualem, la saisie a été plus modeste -un fusil et des sabres. Qu'en conclure? Qu'il y a pratiquement trois niveaux d'actions terroristes: le premier est basique, éligible à des profils de «loup solitaire», avec des moyens artisanaux; le deuxième est relatif à la possession d'une ou plusieurs armes blanches (ou non); alors que le troisième s'accompagne, si l'on ose dire, d'une montée de gamme, illustrée par l'armement de la cellule d'Amgala (2011) ou celui du réseau terroriste neutralisé la semaine dernière.

Une autre remarque porte sur la dimension et la portée du projet terroriste. À Amgala, il s'agissait, compte tenu de l'arsenal saisi, de ce qui était prévu, à savoir la création d'une base arrière au Maroc pour y préparer des actes terroristes. Enfin, ce dernier aspect: la géographie des villes ciblées. L'objectif était le suivant: créer un climat général de sidération attestant de l'opérationnalité de ce réseau islamiste de Daech, avec un impact considérable sur l'image du Royaume, en première ligne dans la lutte antiterroriste.



Le responsable du projet terroriste n'est autre que Abderrahmane Sahraoui, de nationalité libyenne, qui a gravi les échelons au Sahel. En 2015, son groupe était modeste, réduit à une cellule de quelques dizaines de membres. Depuis, il a élargi et consolidé son périmètre jusqu'à en faire une province -une «wilaya» au Sahel. Le contexte est ainsi marqué par la réorganisation de l'État islamique dans cette région.

«L'expérience du BCIJ est un exemple réussi de la capacité du Maroc à résister et, plus encore, à répondre efficacement aux menaces terroristes.»

Sur ces bases-là, le Maroc multiplie les opérations de démantèlement de cellules affiliées à Daech. Faut-il le rappeler? Ces interventions mettent le doigt sur l'ampleur et la gravité d'une menace, qui traduisent bien sa mutation. Et le Royaume entend bien porter un coup sévère et durable aux projets et aux ambitions de Daech dans cet espace régional.

Dans son rapport annuel 2024, le Département d'État américain analyse l'implication de tous les pays du monde dans la lutte contre le terrorisme. Il s'articule autour de quatre domaines: la lutte contre le terrorisme, la législation et la coopération internationale, l'approche de la lutte contre la radicalisation et de la réhabilitation, et enfin la gestion des frontières et la sécurité intérieure. Le rapport formule cette conclusion: les politiques sécuritaires mises en œuvre par le Royaume sont efficaces et illustrent la capacité de la DGST et du BCIJ à lutter contre le terrorisme. Le Maroc se classe ainsi parmi les 10 pays les plus performants sur ce plan en 2023 et 2024.

Le rapport donne d'autres indications significatives: le Maroc est membre de la Coalition mondiale contre Daech, dont une conférence internationale s'est tenue en mai 2022, à Marrakech, avec pas moins de 80 pays. Il copréside également le groupe de travail sur l'Afrique. Dans ce cadre, il a lancé, avec le Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOCT) -basé à Rabat-, et la «Plateforme de Marrakech pour les chefs africains des agences de sécurité et de lutte contre le terrorisme». Une deuxième réunion s'est tenue en mai 2023 à Tanger.

Ce rendez-vous est un forum annuel d'évaluation des réalisations, des priorités, des besoins et des actions. Il s'attache également à la promotion de la coordination entre les agences, ainsi qu'à l'échange des meilleures pratiques et expériences. C'est là une forte démonstration de la volonté des pays africains de s'engager dans un effort multilatéral fiable et crédible pour lutter contre le terrorisme. La démarche qui se déploie est celle-ci: promotion de l'appropriation par l'Afrique de réponses antiterroristes opératoires et de solutions appropriées, facilitation de l'échange d'expériences africaines et de renseignement, et alignement sur les priorités des initiatives et des efforts dans cette lutte.

L'expérience du BCIJ est «un exemple réussi» de la capacité du Maroc à résister et, plus encore, à répondre efficacement aux menaces terroristes. Cette politique se distingue par ces traits: traque des plans terroristes, analyse de la structure des groupes jihadistes, identification des sources de financement et du corpus idéologique, et examen des liens et des allégeances des suspects. À cette vigilance constante s'ajoute une nouvelle approche: le terrorisme vu comme menace globale, imposant la nécessité d'une coopération internationale renforcée et la non-association du terrorisme à quelque religion ou groupe ethnique.

Rédigé par Mustapha Sehim



LA ZAKAT : UN LEVIER POUR LE DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE UNIVERSITAIRE ET INDUSTRIEL AU MAROC

Un " Fonds Zakat pour la Science " permettrait d'unir foi et progrès scientifique, bâtissant un Maroc où innovation et spiritualité avancent ensemble.

Dans un monde où l'innovation scientifique est le moteur de la croissance, le Maroc doit repenser le financement de sa recherche universitaire. Les grandes universités comme Stanford ou Harvard prospèrent grâce à des fonds privés et des partenariats public-privé. Le Royaume du Maroc, pays musulman, possède un levier financier encore sous-exploité : la zakat et les dons charitables (sadaqah). Traditionnellement dédiés aux causes sociales et religieuses, ces fonds pourraient être canalisés vers la recherche scientifique et l'industrialisation des découvertes.

Et cela par la transformation de la zakat en un moteur de la recherche appliquée. La zakat, pilier de l'islam, vise à réduire les inégalités et améliorer le bien-être collectif. Si elle finance habituellement l'aide aux démunis et les infrastructures religieuses, rien n'interdit de l'orienter vers des projets structurants comme les laboratoires universitaires et les startups scientifiques. Le Maroc pourrait créer un "Fonds Zakat pour la Science" pour financer la recherche appliquée dans des secteurs clés comme la santé, les énergies renouvelables et l'intelligence artificielle. Il y a la possibilité de recourir à un modèle de financement innovant : entre tradition et modernité

Pour intégrer la zakat dans la recherche, plusieurs mécanismes sont envisageables :

Par la création de Fondations dédiées : Un "Fonds Zakat & Innovation", inspiré du waqf, financerait laboratoires, bourses et équipements.

Des Incitations fiscales : Encourager les entreprises à financer la recherche par des réductions d'impôts, comme aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Le Crowdfunding islamique :

Des plateformes dédiées permettraient aux citoyens et entreprises de soutenir directement des projets universitaires.

La Mobilisation des institutions religieuses : Les Mosquées et les oulémas pourraient promouvoir la recherche comme une "charité continue" (sadaqah jariyah) aux bénéfices durables.

Des laboratoires universitaires comme incubateurs industriels : Il faut prendre comme exemple les grandes universités mondiales qui montre que la recherche génère d'immenses richesses lorsqu'elle est bien valorisée : Stanford a créé la Silicon Valley. Harvard et le MIT ont révolutionné la biotechnologie. Oxford a développé le vaccin AstraZeneca.



Le Maroc doit transformer ses universités en incubateurs de startups technologiques.

La zakat pourrait financer des pôles d'innovation où jeunes chercheurs et entreprises collaborent pour breveter et commercialiser leurs découvertes. Un exemple concret : Un laboratoire universitaire financé par la zakat pourrait concevoir des technologies de diagnostic médical avancées, vendues ensuite aux hôpitaux et aux grandes structures libérales de santé comme Akdital, oncorad, créant ainsi un cycle vertueux où la science alimente l'industrie, qui réinvestit dans la recherche.

Défis et perspectives : un changement de paradigme nécessaire

Le principal défi reste la structuration et la transparence de ce financement. Il faut s'assurer que les fonds sont optimisés et non détournés vers des projets peu productifs. Les résistances culturelles peuvent aussi freiner cette initiative. D'où l'importance d'une sensibilisation impliquant oulémas, universitaires et acteurs économiques, expliquant que financer la science est une forme moderne et légitime de la ZAKAT. Vers un modèle marocain de financement de l'innovation

Le Maroc peut révolutionner son financement scientifique en intégrant la zakat et les dons charitables.

Inspiré des universités américaines, ce modèle pourrait transformer les laboratoires en moteurs industriels, générant emplois, richesses et souveraineté technologique.

L'avenir du pays passe par une science libérée des contraintes budgétaires.

Un " Fonds Zakat pour la Science " permettrait d'unir foi et progrès scientifique, bâtissant un Maroc où innovation et spiritualité avancent ensemble.

Rédigé par Anwar Cherkaoui

Trump fait main basse sur l'Ukraine !

Après trois ans de guerre en Ukraine, l'Europe a perdu sa guerre contre la Russie, mais quel sera le prix à payer pour la paix !?

La paix à tout prix, et à quel prix !?

Si certains courants et certains lobbies se frottent les mains avec le business qui se fait avec et autour de la guerre, Donald Trump est clairement obstiné à obtenir la paix pour faire des affaires.

Et parmi ces dernières, l'accord obtenu avec Kiev sur les métaux rares a avec une exploitation dont la moitié des revenus iraient aux Etats-Unis après que Zelensky l'a rejeté s'attirant les foudres du président américain.

Le président américain a été très clair : l'Amérique a consacré près de 300 milliards de dollars pour soutenir l'Ukraine avec les impôts des citoyens américains et il serait temps de récupérer cet "investissement", voire de le fructifier.

Et pour cela, même si les perspectives de paix semblent lointaines Trump avait besoin d'un accord avec la Russie. Et avec la normalisation des relations sur l'axe Washington-Moscou, suite aux pourparlers qui ont été entamés à Ryadh un accord de principe est déjà acquis à la seule différence ou presque que Vladimir Poutine ne veut pas de troupes européennes sur le sol ukrainien comme concède par Trump..

En visite à la Maison blanche lundi dernier, Emmanuel Macron avait tenu à préciser que les européens avaient consenti à hauteur de 60 pour cent de l'effort de guerre contre la Russie et qu'il s'agissait de crédits et de subventions et Trump de le rassurer que les européens seront totalement remboursés !

Si le président américain semble déterminé à obtenir une trêve dans quelques semaines, il se veut rassurant et convaincu qu'un espoir d'accord de paix est bien meilleur que la menace d'une troisième guerre mondiale.

Pour le moment, la rupture avec l'ère Biden est consommée et Trump a fait pression afin d'obtenir la signature de l'accord sur les terres rares et au pire, être dans une position confortable lors d'éventuelles négociations.

La rupture avec Biden c'est que la Maison Blanche ne s'oppose plus à l'occupation et l'annexion de territoires ukrainiens par la Russie, et Vladimir Poutine s'est dit même prêt à partager ses métaux rares avec les États-Unis..



Dans cette partie d'échecs et de Monopoly, il est évident que la prétendue menace de la Russie sur l'OTAN (alors que c'est certainement le contraire !) et sur la présumée sécurité des européens qui dépendent du Pentagone n'était qu'un prétexte et un alibi pour engager un effort de guerre contre la Russie dans l'espoir de récolter un butin, même si le prix à payer pour les citoyens de l'espace européen a été très lourd en termes d'inflation et de flambée de prix de l'énergie !

Sauf que depuis le 20 janvier dernier, il y a un nouveau shérif dans la ville qui a très vite trouvé des intérêts certains à pactiser avec Moscou n'en déplaît pas aux alliés occidentaux traditionnels de l'Amérique !

Et maintenant, si les européens veulent se contenter de faire office de forces de maintien de la paix en Ukraine, peuvent-ils se permettre, avec les fissures du front transatlantique de prendre leurs distances avec le parapluie militaire américain !? Et du moins, en ont-ils les moyens !?

Le président américain a carrément signé une alliance historique avec les russes et annoncé des taxes de 25 % pour les produits européens qui ne sont plus des alliés pour la Maison Blanche même si Donald Trump se sert clairement de ce chantage aux droits de douanes pour obtenir autre chose en contrepartie sur le dossier ukrainien..

L'Europe a perdu sa guerre contre la Russie et ne veut toujours pas se résigner à capituler car dans cette course et cette guerre mondiale Américains et Russes ont fait main basse sur l'Ukraine !

La capitulation de l'Ukraine est effective et pour Donald Trump Kiev « peut oublier » une adhésion à l'OTAN !

Macron ne voulait pas d'un accord qui serait une capitulation de l'Ukraine, et aurait souhaité que les États Unis persistent dans un conflit ouvert avec la Russie, sauf que Donald Trump préfère des accords et des alliances plutôt qu'une guerre longue et improductive pour l'économie !

« L'OTAN, on peut oublier ça. Cela a probablement été la raison du début de toute cette affaire », a déclaré le président américain à propos de la guerre déclenchée par la Russie, adoptant de nouveau l'argumentaire de Vladimir Poutine sur l'origine du conflit.

Alors que le président américain a pris un spectaculaire virage pro-russe, Macron et puis le premier ministre anglais sont allés à Washington plaider soit- disant ' la cause de l'Ukraine et de l'Europe ', au moment où l' Ukraine peut devenir le premier producteur européen de minéraux rares , les européens ne veulent pas se résigner à capituler car dans cette course et cette guerre mondiale Américains et Russes ont fait main basse sur l'Ukraine !

Rédigé par Hafid FASSI FIGHRI



2025 : VERS UNE RÉOLUTION HISTORIQUE DU CONFLIT DU SAHARA ?

Cinquante ans après la Marche Verte, l'année 2025 s'annonce comme un tournant majeur dans le conflit du Sahara occidental. Selon une analyse publiée par l'Institut Géopolitique Horizons, plusieurs facteurs convergent pour faire de cette année une opportunité unique pour une résolution définitive de ce différend territorial. Entre repositionnements diplomatiques, montée en puissance du Maroc et pression internationale croissante, le statu quo semble de plus en plus difficile à maintenir.

L'analyse souligne que plusieurs dynamiques internationales plaident en faveur d'une issue au conflit. Tout d'abord, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en 2025 devrait renforcer la reconnaissance américaine de la souveraineté marocaine sur le Sahara, initiée en 2020. Cette position américaine, couplée à l'évolution des relations avec l'Europe, renforce l'isolement du Front Polisario et de son principal soutien, l'Algérie.

L'Union européenne, bien que maintenant une posture officielle de neutralité, voit plusieurs de ses membres évoluer vers un appui plus explicite au plan d'autonomie marocain. L'Espagne, après une période de tensions, a reconnu ce plan comme la base la plus crédible pour une solution durable. L'Allemagne et d'autres pays d'Europe centrale et orientale adoptent une approche pragmatique qui aligne progressivement l'Europe sur la position marocaine.

Au-delà de l'Occident, d'autres puissances émergentes s'impliquent davantage dans le dossier. La Chine, soucieuse de sécuriser ses investissements en Afrique et ses routes commerciales, privilégie la stabilité et entretient une coopération économique croissante avec le Maroc. De son côté, la Russie, historiquement proche de l'Algérie, adopte une position plus nuancée, évitant de soutenir activement le Polisario. Quant à l'Inde et la Turquie, elles développent leurs partenariats économiques avec Rabat, renforçant ainsi la position du Maroc sur l'échiquier international.

L'analyse met en avant le rôle central du Maroc, qui a su imposer une diplomatie proactive et renforcer son influence régionale et continentale. La réintégration du Royaume au sein de l'Union africaine en 2017 a marqué le début d'une nouvelle ère. Depuis, le pays s'est affirmé comme un acteur stratégique du développement en Afrique, à travers des initiatives telles que l'Alliance des États Africains Riverains de l'Atlantique et le gazoduc Atlantique Afrique-Europe, qui reliera le Nigeria à l'Europe via le Maroc.

Le Royaume a également investi massivement dans les provinces du Sud, transformant ces territoires en pôles de développement et d'innovation. L'essor des infrastructures (port de Dakhla Atlantique, routes et aéroports modernisés), l'exploitation des énergies renouvelables (hydrogène vert, solaire, éolien) et le développement de l'économie bleue font du Sahara un hub économique émergent.



Par ailleurs, le groupe OCP, leader mondial des phosphates, joue un rôle clé dans la stratégie marocaine. Sa politique de diplomatie des phosphates, notamment à destination des pays africains, renforce le poids économique et politique du Maroc à l'international.

Les scénarios possibles de résolution en 2025

L'étude identifie cinq scénarios plausibles pour une résolution du conflit en 2025 :

1. Une résolution sous impulsion américaine, avec un engagement fort des États-Unis pour faire pression sur l'ONU et convaincre l'Algérie d'accepter le plan d'autonomie marocain.
2. L'initiative du "club des pays amis du Sahara", un groupe diplomatique informel comprenant la France, les États-Unis, l'Espagne, le Royaume-Uni et la Russie, qui pourrait peser sur la reconnaissance internationale de la souveraineté marocaine.
3. Une solution négociée sous pression internationale, notamment de l'Union européenne, en raison des enjeux migratoires, énergétiques et sécuritaires liés à la stabilité du Maghreb et du Sahel.
4. Une consolidation progressive du fait accompli, où le développement des provinces du Sud et la multiplication des reconnaissances diplomatiques rendent la revendication indépendantiste du Polisario obsolète.
5. Un dialogue direct maroco-algérien, bien que peu probable à court terme, basé sur une approche qui permettrait à Alger de "sauver la face" tout en acceptant une solution réaliste.

L'un des points centraux du conflit demeure la position algérienne. Le pouvoir à Alger a fait du Sahara un enjeu clé de sa politique étrangère et de sa légitimité interne, ce qui complique tout changement de posture. Toutefois, plusieurs éléments pourraient inciter l'Algérie à évoluer :

- La pression internationale croissante, notamment des États-Unis et de l'Europe, qui pourrait forcer Alger à adopter une position plus flexible.
- Les défis économiques internes, liés à la dépendance au pétrole et à la transition énergétique mondiale, qui affaiblissent la posture rigide de l'Algérie.
- L'essor du Maroc en Afrique, qui réduit progressivement l'influence algérienne sur le continent.
- La nécessité d'une coopération sécuritaire, alors que la situation au Sahel devient de plus en plus préoccupante.

Une résolution durable nécessiterait donc une porte de sortie honorable pour l'Algérie, lui permettant de ne pas apparaître comme ayant perdu le bras de fer diplomatique tout en acceptant l'autonomie du Sahara sous souveraineté marocaine.

Conclusion : un moment décisif à saisir

L'année 2025 représente une fenêtre d'opportunité inédite pour mettre fin à un conflit qui freine l'intégration régionale et la stabilité du Maghreb. Tous les éléments sont réunis : un contexte géopolitique favorable, une reconnaissance internationale croissante de la position marocaine, une dynamique économique puissante dans les provinces du Sud et une pression accrue sur l'Algérie.

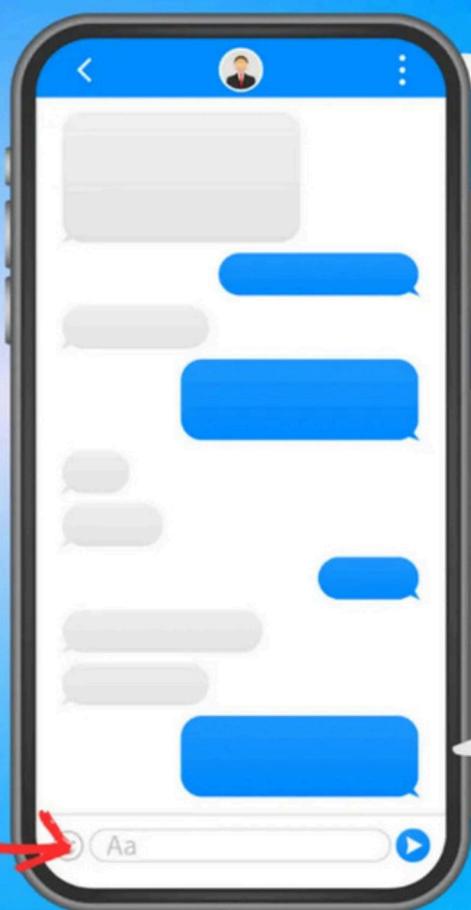
Si ces opportunités sont saisies, cette année pourrait non seulement être celle de la résolution définitive du conflit du Sahara, mais aussi le début d'une nouvelle ère pour l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, où le Maroc jouerait un rôle de premier plan dans la stabilité et le développement régional.

Par l'Institut Géopolitique Horizons



L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME



LES ÉTATS-UNIS REDESSINENT LEUR STRATÉGIE GÉOPOLITIQUE : VERS UN RÉALIGNEMENT AVEC LA RUSSIE CONTRE LA CHINE ?

L'Union européenne et le Royaume-Uni marginalisés

L'Union européenne et le Royaume-Uni, longtemps considérés comme les alliés indéfectibles des États-Unis, semblent aujourd'hui relégués au second plan dans la stratégie diplomatique américaine. Washington, conscient du déclin relatif de son influence et des défis posés par la montée en puissance de la Chine, chercherait à redéfinir ses alliances en s'éloignant de ses partenaires traditionnels pour tenter un rapprochement avec Moscou. L'objectif ? Détacher la Russie de Pékin, considéré comme le véritable rival stratégique de Washington sur le long terme. Ce repositionnement, s'il se confirme, pourrait bouleverser l'ordre géopolitique mondial.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe occidentale a été un pilier central de la politique étrangère américaine. Cependant, les dernières années ont révélé des tensions croissantes entre Washington et Bruxelles, notamment sur les questions commerciales, énergétiques et militaires. L'administration Biden, comme celle de Trump avant elle, n'a cessé de critiquer le manque d'investissement des Européens dans leur propre défense. La guerre en Ukraine a accentué ces frictions, les États-Unis considérant que leur implication financière et militaire dépasse largement celle des Européens.

Le Royaume-Uni, malgré sa relation spéciale avec Washington, n'échappe pas à ce désengagement. Après le Brexit, Londres a tenté de renforcer ses liens avec les États-Unis, mais Washington semble désormais moins enclin à privilégier cette alliance. L'Angleterre, isolée de l'UE, pourrait se retrouver dans une position inconfortable si elle ne parvient pas à redéfinir son rôle sur la scène internationale.

Dans cette nouvelle approche, les États-Unis semblent vouloir détacher la Russie de son alliance grandissante avec la Chine. La relation sino-russe s'est considérablement renforcée ces dernières années, portée par des intérêts communs face à l'Occident. Cependant, Washington pourrait exploiter les divergences structurelles entre Moscou et Pékin. La Russie, bien qu'alliée de la Chine, reste méfiante vis-à-vis de son influence économique et démographique croissante en Sibérie orientale. De plus, elle aspire à une reconnaissance internationale qui dépasse son rôle de simple alliée de Pékin.

Certains analystes estiment que Washington pourrait proposer un allègement des sanctions économiques contre la Russie en échange d'un éloignement progressif de Pékin. Cette perspective pourrait séduire Moscou, qui souffre des restrictions imposées par l'Occident et cherche des marges de manœuvre économiques.



Toutefois, cette stratégie n'est pas sans risques. L'opinion publique et le Congrès américains restent largement opposés à tout rapprochement avec Vladimir Poutine, encore perçu comme un adversaire stratégique. De plus, il n'est pas certain que la Russie accepte un tel marché. Pour Moscou, la Chine représente un partenaire économique vital et un contrepoids aux pressions occidentales. Abandonner cette alliance sans garanties solides pourrait s'avérer trop coûteux.

En outre, cette réorientation diplomatique pourrait fragiliser l'influence américaine en Europe et encourager l'Union européenne à renforcer son autonomie stratégique. Une rupture avec ses alliés traditionnels pourrait, à terme, affaiblir la position globale des États-Unis plutôt que de la renforcer.

L'évolution de cette stratégie américaine dépendra de la manière dont Moscou répondra aux éventuelles ouvertures de Washington et de la capacité de Pékin à maintenir son influence sur son voisin russe. Une chose est sûre : l'ordre mondial est en pleine mutation, et les États-Unis semblent prêts à revoir leur jeu d'alliances pour contrer leur plus grand défi stratégique : la montée de la Chine.

Sommet de Londres : L'Europe face au basculement géostratégique et aux défis de la défense

Alors que le monde assiste à un réajustement des alliances internationales, les dirigeants européens se réunissent aujourd'hui à Londres pour évaluer l'impact du désengagement progressif des États-Unis et définir une nouvelle stratégie en matière de défense et de sécurité. Au cœur des discussions : le sort de l'Ukraine face à une Russie toujours offensive, le repositionnement nécessaire de l'Union européenne dans un contexte de rivalités globales, et la nécessité de développer une autonomie stratégique pour garantir la souveraineté européenne.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Europe s'est largement appuyée sur le soutien militaire et financier des États-Unis. Mais l'évolution de la politique américaine, marquée par une réduction progressive de son engagement en Europe et un recentrage sur l'Asie-Pacifique, oblige désormais les Européens à prendre leur destin en main. Cette situation devient d'autant plus urgente que la Russie maintient la pression sur le front ukrainien et que la Chine poursuit son expansion économique et militaire.

Les récents signaux de Washington laissent entendre que l'aide à l'Ukraine pourrait s'amenuiser si les Européens ne prennent pas une part plus importante à l'effort de guerre. Cette nouvelle donne oblige les pays européens à reconsidérer leur stratégie de soutien à Kyiv. Faut-il intensifier l'aide militaire et économique à l'Ukraine pour éviter un enlisement du conflit ? Ou bien privilégier une approche diplomatique pour tenter d'amener Moscou à la table des négociations ? Ces questions seront au centre des discussions à Londres.

Au-delà du cas ukrainien, les Européens doivent aussi se pencher sur leur propre défense. Jusqu'à présent, la protection du continent reposait en grande partie sur l'OTAN, dominée par les États-Unis. Mais face à l'incertitude qui plane sur la pérennité de cet engagement, notamment avec la possible élection de dirigeants américains moins enclins à défendre l'Europe, l'option d'une défense européenne autonome prend de l'ampleur.

La réunion de Londres devrait permettre de poser les bases d'une nouvelle dynamique :

1. Renforcement des capacités militaires européennes : augmentation des budgets de défense, modernisation des équipements, et coordination des industries de l'armement.
2. Création d'une force d'intervention rapide : une armée européenne capable de répondre aux crises sans dépendre des forces américaines.
3. Harmonisation des doctrines stratégiques : aujourd'hui, les visions diffèrent entre les pays européens, certains privilégiant une approche diplomatique (comme la France et l'Allemagne), tandis que d'autres prônent une posture plus offensive face à la Russie (comme la Pologne et les pays baltes).

Mais construire une défense européenne efficace nécessite une cohésion politique qui fait encore défaut. Le Brexit a privé l'Union européenne d'un acteur militaire majeur, le Royaume-Uni, ce qui complique la coordination stratégique. De plus, certains États restent attachés à l'OTAN et hésitent à investir dans un projet purement européen.

Toutefois, la nécessité d'une indépendance stratégique fait son chemin. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a récemment plaidé pour un renforcement des capacités militaires européennes, tandis que le président français Emmanuel Macron défend depuis plusieurs années une « Europe puissance » capable d'assurer sa propre sécurité.

Le sommet de Londres pourrait donc être le point de départ d'un véritable basculement stratégique. Les Européens parviendront-ils à surmonter leurs divergences pour bâtir une défense crédible face aux nouvelles menaces ? La réponse pourrait redéfinir l'équilibre des forces sur la scène internationale dans les années à venir.



WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

R212
L2DJ

ديكتاتورية على الطريقة الأمريكية؟

لكن الاستبداد، لكي ينجح، يحتاج إلى صراع دائم. وما يفعله ترامب اليوم هو انقلاب ناعم على المؤسسات انقلاب لا يشبه الانقلابات في دول ضعيفة، بل عملية طويلة ومعقدة، تتطلب تواطؤ العديد من الأطراف. فهل كل هذا المشروع السياسي مُعدّ فقط لترامب، أم أنه مجرد وسيلة لتمكين شخصية أخرى، مثل جي دي فانس، الذي تحركه أجنّات شركات التكنولوجيا الكبرى؟

مع اقتراب الانتخابات النصفية، يبدو أن أمريكا تعيش تجربة غير مسبوقة في "ترويض الديمقراطية"، حيث يتم إخضاع مؤسسات الدولة وإعداد حركة "ماغا" لمشروع سياسي قد يغيّر مصير العالم بأسره.

بقلم عزيز بوستة



ترامب: " سأكون ديكتاتوراً في اليوم الأول" ... وماذا بعد؟ بعد ذلك، سيبقى الحال كما هو!

منذ البداية، كان واضحاً أن ترامب أن وليته الثانية لن يكون مجرد نسخة معدلة من وليته الأولى، بل شيئاً مختلفاً تماماً. لم يخف الأمر، بل أعلنها صراحة، بصوت عالٍ يحمل نبرات الانتقام والغضب، أنه عائد للثأر، لتصفية الحسابات، ولإعادة "عظمة أمريكا"، كما يقول. حتى إنه لم يتردد في التصريح بأنه سيكون "ديكتاتوراً... ولكن فقط في اليوم الأول!"



وها هو يفي بوعده. ما إن وطأت قدماه المكتب البيضاوي، حتى بدأ بتوقيع الأوامر التنفيذية دون توقف، مفرعاً المؤسسات الإدارية والقضائية والسياسية من محتواها.

ولم لاء؟ فالشعب الذي يقطن المناطق الممتدة بين المحيطين، ذلك الجزء من أمريكا الذي يطلق عليه الديمقراطيون بسخرية "البلاد التي يتم التحليق فوقها"، منحه كامل السلطة: البيت الأبيض، الكونغرس بمجلسيه، والمحكمة العليا ذات الأغلبية الجمهورية المحافظة، التي عين هو شخصياً ثلاثة من قضاتها التسعة. في حين ينتظر العالم عادةً 100 يوم للحكم على رئيس جديد، قرر ترامب أن يسير عكس التيار. خلال 40 يوماً فقط، فكك جزءاً كبيراً من الإدارة الفيدرالية، وأسند وزارة "كفاءة الحكومة" إلى إيلون ماسك، الملياردير الذي لا يؤمن بالبيروقراطية، مطاً

بفريق من الشباب الذين لا يترددون في جمع كل البيانات والمعلومات التنظيمية من جميع مؤسسات الدولة وحتى الشركات المنافسة لماسك. شباب في العشرينيات من عمرهم يحملون تصاريح أمنية سرية لا يدركون حتى مدى خطورتها!

ترامب لم يكتف بذلك، بل ألغى التصاريح الأمنية لكبار المسؤولين السابقين، وطلب من ماسك تسريع عملية "التطهير الإداري"، وأوقف تمويل "الوكالة الأمريكية للتنمية الدولية"، وقطع علاقات بلاده مع منظمة الصحة العالمية، ويستعد الآن للانسحاب من اتفاقيات باريس للمناخ.

حكومة مؤدلجة بامتياز

في مناصب حساسة، وضع ترامب شخصيات تؤمن بنظريات المؤامرة وأيديولوجيين متطرفين. حتى نائبه، جي دي فانس، الذي يلقي دعماً كبيراً من بيتر ثيل، رجل الأعمال الليبرтари المعادي لأي تدخل حكومي، بدأ يلعب دوراً يتجاوز التوقعات.

مكتب التحقيقات الفيدرالي (FBI) أصبح تحت السيطرة، والبنّاعون كذلك، أما وزارة العدل فهي في حالة اضطراب تحت ضربات "الترامبيين"، وأجهزة الاستخبارات باتت تابعة للبيت الأبيض. أما ماسك، فقد أصبح فوق الجميع، بسلطة غير محدودة.

وفي خطوة تحمل بصمته الانتقامية، وقع ترامب مرسوم عفو عن 1300 شخص من المشاركين في الهجوم على مبنى الكونغرس في يناير 2021، معظمهم من المسلحين والمتطرفين الغاضبين.

علاقات دولية... بقواعد ترامب

على الساحة الدولية، لم ينتظر ترامب طويلاً قبل أن يصدّم أوروبا. عبّر علناً عن رغبته في شراء غرينلاند، وهو ما أذهل الدنماركيين. أرسل نائبه فانس إلى مؤتمر ميونيخ ليهاجم الأوروبيين بشراسة، في حين أبدى تعاطفاً واضحاً مع فلاديمير بوتين، وبقي حذراً مع شي جين بينغ، مترقباً لحظة استئناف تقاربه مع كيم جونج أون.

أما في الشرق الأوسط، فقد كشف عن خطة سلام "عشبية" لغزة، منح فيها رئيس الوزراء الإسرائيلي المتطرف بنيامين نتنياهو كامل الحرية، بل حتى دعا إلى تغيير اسم الضفة الغربية إلى "يهودا والسامرة".

في مشهد استعراضي، استدعى الرئيس الفرنسي إيمانويل ماكرون ورئيس الوزراء البريطاني كير ستارمر، لكنهما لم يلقيا سوى توبيخ وتهكم. أما الرئيس الأوكراني فولوديمير زيلينسكي، فقد وجد نفسه في فخ مهين، حيث تعرض لهجوم لاذع من ترامب ونائبه فانس في لقاء بدا وكأنه "كمين سياسي".

ترامب لم يكن يخفي نواياه قبل الانتخابات. كان يقولها بإبتسامة ساخرة: "سأستخدم القضاء كما أشاء"، وصرّح علناً بأنه يريد "إلغاء الدستور". وها هو الآن يطبق ذلك حرفياً. ما حدث مع زيلينسكي مجرد مؤشر على أن السلطة في أمريكا لم تعد خاضعة لقواعد الديمقراطية التقليدية، بل تسير في اتجاه أكثر خطورة. يُذكر بأحداث القرن العشرين. حتى المؤرخ الأمريكي الكبير روبرت باكستون، الذي كان يرفض وصف ترامب بالفاشي، غير رأيه وأعلن صراحة أن الخطر أصبح واقعاً لا يمكن إنكاره.

حيث أحكم الجيش الفرنسي القبضة على كل شرق المملكة الشريفة إلى جنوبها الغربي. وتم ربط توات بتمبكتو وتم تحزيم المغرب جنوبا وشرقا. بالإضافة إلى الشمال إلى جبل طارق. وسيطر الفرنسيون على كل الجزر البحرية في الأطلسي غربا. هذا البلد المغرب الذي لعب دورا هاما في نشر عقيدة المذهب المالكي السني والحضارة الإسلامية في كل أفريقيا الغربية والجنوب الغربي. يجب انتزاع منه الدور الاستراتيجي أي الريادة في العلاقات الجيوسياسية.

أن نظرية الاستعداد. هذه جاءت نتيجة لمواجهة الهيمنة الأوروبية التي تريد تفكيك وتدمير الآخ غير الأوروبي الغير اللاتيني وقد أباحت العقيدة الثقافية الأوروبية لنفسها استعمال القوة والتنازع والصراع مع الآخ. وحماية التفوق والاستعلاء والكبرياء. ولو استعملت القوة في ذلك.

كما أحكمت السيطرة على المغرب بعدما تم تطويقه وفصله على عمقه الإفريقي جنوبا أو العربي.. شرقا والأوروبي شمالا والغربي بحرا. تمت تنظيم مؤتمر الجزيرة الخضراء 1907 لشرعنة هذه السياسية الأيديولوجية. للانقضاض عليه. بالرغم من أن المغرب شارك في مؤتمر مدريد 1880 م ولم يستطع السفير المغربي محمد. بركاش إقناع المؤتمرين حول الحد من تدخلتها في التجارة وقد قرروا ممارسة التجارة بالتساوي مع كل الدول المشاركة والتصرف فيها برا وبحرا.

وفي السياق الدولي فرضت توقيع عقد. الحماية الفرنسية على المغرب في سنة 1912 م ولم يكن لها أي أثر قانوني في العلاقات الدولية المعترف بها في القانون الدولي خاصة للاستعمار المباشر أو الانتداب هذا المصطلح الحماية لم يكن له تفسيرات قانونية أو فقهية أو مبرر شرعي لأن المملكة الشريفة كان لها هياكل وأجهزة مخزنية وتقطيع إداري مخزي. وكانت لها حكومة و تمثليات دبلوماسية. لأنه موقع المغرب كان يدخل في مخطط استعماري حضاري للثقافة الأوروبية. ولهذا أتى الاستعمار إلى المغرب بالقوة من الشرق عندما تحرب على الأهالي في الجزائر وأصبح يعرف الثقافة والتقاليد والعادات وحتى اللهجات المحلية واللغة. والمغاربة سوف يواجهونه بالقوة. صيانة الإسلام. من اللتراق وجعل المجتمع المغربي مسلما.. حيث كانت المواجهة حضاريا للحفاظ على الهوية المغربية والإنسية المغربية وتجنيد المصلحون والعلماء للدفاع عن الحضارة الإسلامية الموعلة في القدم فوجهوا التنصير والمواقف التي تدمر الإسلام. بشتى أنواعه وألوانه وهذه هي صفة نظرية الاستعداد في مواجهة التوسع الحضاري الأوروبي وقد تجلت في المنظومة الثقافية والفكرية المتجانسة في إطار نسقي في كل مؤلفاته.. انتهى

بقلم: الدكتور مصطفى بلعوني



نظرية "الاستعداد" عند علل الفاسي...؟

يبدو على أن الكثير من الباحثين والدارسين يهملون نظرية من صلب الفكر الذي أنتجه علل الفاسي كمصلح ديني وسلفي لمواجهة الهجمة للغزو الصليبي المتمثل في تفكيك الحضارة الإسلامية. منذ نهاية القرن الثامن عشر الميلادي وقد حاول المفكرون الإسلاميون والقوميون من مواجهة ذلك بالتنبيه. وقد التقى هؤلاء المفكرون في مدرسة السلفية التي وضعوا لها قواعد وأسس وأهداف للإجابة على السؤال المحوري " كيف تأخرنا نحن وتقدم غيرنا "، وقد هيمن على هذا الفكر لإصلاح المجتمع أي المجتمع العربي في الإسلام والمجتمعات الإسلامية الغير العربية. وظهر مفكرون مصلحون أمثال جمال الدين الأفغاني ومحمد عبده وعلل الفاسي وشكيب أرسلان وعبد الرحمن الكواكبي وابن باديس الذين اعتبروا خروج المجتمعات الإسلامية على سنة السلف الصالح هي التي جعلتهم يتراجعون حضاريا إلى الخلف وسادت الطرقية والتخلف والجهل. وهناك من أرجع ذلك إلى التقاليد البالية وسوء الفهم للإسلام وتكبير المرأة إلى غير ذلك.



أن نظرية الاستعداد جاءت سببا ونتيجة للهجمة الاستعمارية وإلى الغزو الصليبي اللاتيني الذي اطرته الكنسية الكاثوليكية. وانتشار نواميسها من نزعة التفوق والاستعلاء والكبرياء الإنسان الأوروبي. باعتباره كأثنا سياديا متفوقا على سائر الكائنات والتي يعتبر الفكر الأوروبي ذو النزعة الأغرقيية اليونانية البيزنطية المتمثلة في استحواذ الامبراطورية البيزنطية والرومانية في التاريخ القديم و التي سيطرت على البحر الأبيض المتوسط شرقا وغربا وجنوبا. ولهذا فإن المنظرين الذين جاؤوا مستشرقين يدرسون التاريخ والحضارة في الجامعات الإسلامية وخاصة بالجزائر يقولون ان اللمازيع ضيعوا فرصة الاندماج في الحضارة الرومانية البيزنطية وجاءت فرنسا في القرن التاسع عشر والعشرون لكي تعوض لهم تلك الفرصة الضائعة. ولهذا أصبح الاستعمار يوازي في شكله نشر ثقافة الرجل الأبيض. لم يكن المغرب الذي يقع في موقع استراتيجي أو جو...سياسي ممتاز اي في شمال غرب أفريقيا أو الغرب الإسلامي إذا أخذنا تسمية الشرق العربي الإسلامي..منفلة من ذلك.

هذه النظرية المقصود بها مواجهة المد الاستعماري والحضاري لأوروبا. حيث أن أوروبا البشرية التي استعادت عافيتها من حركة الإصلاح الديني. والنهضة الأوروبية والكشوفات العلمية والاختراعات التقنية تم الثورة التجارية والصناعية وذكت مقالع الفيودالية وكونت الدولة الوطنية وتبنت النظام التعددي سياسيا. وتبنت الليبرالية. للاقتصادية والاجتماعية. خرجت أوروبا البشرية واتجهت إلى بقاع عدة من العالم لتغرس في تلك الشعوب المدنية المسيحية اللاتينية فتلمدت عليها شعوبا مرة بالإقناع ومرة بالتهديد والوعيد قصد خضوعها..ولو على مستوى الافتراء.

وفي السياق ذاته ظهر خطاب التجديد عند علماء المغرب قبل الحماية الفرنسية لبيان قضية الذات الحضارية الإسلامية كمركز حضاري لمواجهة الحركة الصليبية اللاتينية لعلاج أزمة الجمود التي عرفها العالم الإسلامي.

إذن نزلت أوروبا وبالأخص فرنسا إلى أفريقيا مطولة تطويق المغرب كعنصر حيوي لعب دورا مميذا وبارزا في نشر الإسلام في جنوب غرب أفريقيا إلى النيل الأزرق. أي وصل إلى دارفور والسودان الغربي بعدما كان يسيطر على كل الطرق والمحاور والمراكز التجارية. وخاصة في العصر الحديث إلى غاية الحماية الفرنسية على المغرب.

فكانت المملكة الشريفة تمد إلى نهر السنغال وقد لعب للإسلام السنني المالكي دورا مهما في تأطير الشعوب الأفريقية وكان للزاوية التجارية و الدرقاوية دورا بارزا في هذا المجال الديني. بالإضافة أن المغرب كان يراقب كل المنابع التجارية من ملح وتبر وتوابل وبيض وريش النعام " كاك " وكانت القوافل محملة تأتي إلى سجلماسة مرورا بـ غاو وتمبكتو. وتوات. ومنها إلى الإمارات الليطالية بشرق البحر المتوسط متجهة إلى فاس وتلمسان ومراكش... ثم إلى الدول الأوروبية. آنذاك.

أن الفكر الأوروبي أصبح هدفه هو احتكار الثروة لنفسه وجعل بقية الكائن البشري يخدم هذه الثروة في شكل " دوني " في إطار الكبرياء والتعالي. والذي سوف يؤدي إلى الصراع. وهو ما يصطلح عليه بالتنافس أي ظهور القوي وانتصاره. على الضعيف الجاهل الخارج من دائرة الحضارة اللاتينية. ولهذا فإن الأوروبي تمثلكه النزعة العنصرية العرقية. ولهذا انهم يحتقرون كل الكائنات فوق الأرض.

غير أن المغرب بالنسبة لأوروبا كان له دور في نشر الحضارة الإسلامية في أفريقيا الغربية وجنوب الصحراء ولهذا يجب تطويقهم.

وفي هذا السياق نزلت حامية عسكرية فرنسية إلى السنغال في القرن 19 بدأت في التمدد..شمالا حتى وصلت إلى تومبوكتو سنة 1900 م.تم سيطرت على توات سنة 1902 م وتم قطع على المغرب عمقه الإفريقي..وفي هذا الظرف أرسل المولى الحسن الأول سفارة إلى فرنسا.

وقبلها أرسل للسلطان المولى عبد الرحمن سفارة إلى فرنسا برئاسة عامل تطوان العشعاشي وكان في الرحلة التي عرفت باسم محمد الصفار الأندلسي. الذي دون الرحلة كاملة على عدة مستويات منها اقتصادية وعسكرية وفلاحية وتجارية سنة 1845 1846 بعد انهزام الجيش المغربي في معركة اسلي 1845 لنجدة الأمير عبد القادر الجزائري الوالي عن الديات الأتراك. في الجزائر وقد أصيب المغرب بصدمة التفوق العسكري الفرنسي من مدفعية ورشاشات عسكرية.

5. الآثار الاجتماعية طويلة المدى لسياسات الهدم والإفراغ
ينتج عن الهدم القسري دون تخطيط مسبق تداعيات اجتماعية ونفسية بعيدة المدى، أبرزها:

- ارتفاع معدلات القلق والذئاب بين الأفراد المتضررين، مما يضعف قدرتهم على التكيف مع متغيرات الحياة.
- تآكل الثقة في المؤسسات الرسمية، مما يؤدي إلى تراجع المشاركة المدنية والميل إلى مقاطعة القرارات الحكومية.
- اتساع الفجوة الاجتماعية بين الفئات المتضررة والفئات غير المتأثرة، مما يعزز الشعور بالتمييز الطبقي.
- اضطرابات في النسيج الاجتماعي، حيث يجبر الأفراد على إعادة بناء حياتهم في أماكن جديدة، مما يضعف الروابط الاجتماعية التي تكونت على مدى سنوات.

وفي نهاية المطاف، ينبغي على السياسات العمرانية أن تراعي البعد النفسي والاجتماعي للمواطنين، إذ لا يمكن النظر إلى الهدم كإجراء تقني فقط، بل يجب أن يتم وفق رؤية شاملة تحترم كرامة الأفراد وحقوقهم في السكن الآمن، تفادياً للضرر النفسي والاجتماعي التي قد تنتج عن قرارات غير مدروسة على المستوى النفسي للأفراد المجتمع.

بقلم: فؤاد يعقوبي أخصائي نفسي



الهدم والإفراغ القسري للسكن في حي المحيط بالرباط: مقارنة من منظور علم النفس الاجتماعي

يعد السكن من الركائز الأساسية التي تؤمن الاستقرار النفسي الاجتماعي للأفراد، إذ يتجاوز مفهومه البعد المادي ليرتبط بالهوية والانتماء الاجتماعي. في السياق المغربي، يطرح قرار هدم السكن في حي المحيط بالرباط، وإبلاغ السكان بوجود الإفراغ قبل أيام معدودة فقط من حلول شهر رمضان، إشكاليات ذات أبعاد نفسية اجتماعية عميقة. فهذا القرار لا يقتصر على تغيير البنية العمرانية، بل يمتد تأثيره إلى المستوى النفسي والعاطفي لسكان الحي، مما قد يخلف تداعيات طويلة الأمد على الأفراد والمجتمع.

تعتمد هذه المداخلة مقارنة علم النفس الاجتماعي لتحليل تداعيات هذا القرار، مسلطة الضوء على مفاهيم التكيف مع الضغوط، الهوية الاجتماعية، العدالة الإدراكية، وصدمة النزوح القسري. كما تتناول تأثير هذه العوامل على مشاعر الأفراد وسلوكهم في مواجهة الإخلاء المفاجئ.



1. الصدمة النفسية والتأثير العاطفي لهدم السكن:
يشير علم النفس الاجتماعي إلى أن فقدان السكن القسري يعد أحد أشكال الصدمة النفسية الجماعية، حيث يؤدي إلى زعزعة الشعور بالأمان والاستقرار. فوفقا لنظرية الضغط النفسي (Lazarus & Folkman)، فإن إدراك الأفراد للحدث يلعب دورا أساسيا في تشكيل استجاباتهم النفسية، حيث تتأرجح هذه الاستجابة بين المقاومة والتكيف السلبي.

- الجباط والغضب: نتيجة الإحساس بعدم العدالة الاجتماعية وانتهاك الحق في السكن.
- القلق والتوتر: بسبب ضيق المهلة الزمنية وعدم وضوح آليات التعويض أو إعادة الإسكان.
- الاكتئاب واليأس: نتيجة فقدان الشعور بالسيطرة على الأوضاع الحياتية.
يزداد الأثر النفسي حدة مع اقتراب شهر رمضان، الذي يعد فترة للاستقرار النفسي والتماسك الاجتماعي في المجتمعات الإسلامية، مما يضاعف الشعور بالحرمان والضياع لدى الأسر المتضررة.

2. الإخلاء القسري وانعكاساته على الهوية الاجتماعية والانتماء:
يعتبر السكن جزءا أساسيا في تكوين الهوية الاجتماعية، حيث يحدد ارتباط الأفراد بالمكان والجماعة التي ينتمون إليها. وفقا لنظرية الهوية الاجتماعية (Tajfel & Turner)، فإن الأفراد يستمدون جزءا من تقديرهم الذاتي من انتمائهم لمجموعة معينة. وعليه، فإن فقدان السكن لا يعني فقط خسارة مادية، بل أيضا تهديدا للانتماء والاعتراف الاجتماعي.

سؤال: كيف يؤثر الإخلاء على الهوية الاجتماعية؟
جواب: بفقدان الانتماء الاجتماعي لجماعة الحي، مما يؤدي إلى شعور بالعزلة والتهميش. و انعدام الثقة في المؤسسات بسبب غياب المقاربة التشاركية في اتخاذ القرار. ثم تصاعد الاحتجاجات الجماعية كرد فعل على ما ينظر إليه كمس بحقوق المواطنين.
من هذا المنطلق، فإن القرارات العمرانية التي لا تراعي البعد الاجتماعي والنفسي تساهم في خلق أزمات ثقة بين المواطنين والمؤسسات المعنية.

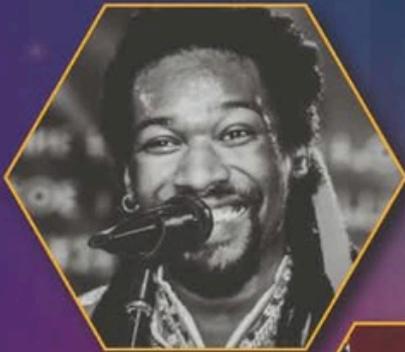
3. العدالة الإدراكية والإحساس بعدم المساواة:
يشير مفهوم العدالة الإدراكية إلى تقييم الأفراد لمدى عدالة القرارات والسياسات التي تؤثر على حياتهم. وفقا لنظرية العدالة التوزيعية والإجرائية، فإن الشعور بالظلم يتزايد عندما:

- يكون القرار غير متناسب مع احتياجات الأفراد وظروفهم الاجتماعية.
- لا يتم إشراك المتضررين في عملية اتخاذ القرار.
- لا يتم تقديم بدائل عادلة أو تعويضات مناسبة.
في حالة حي المحيط بالرباط، يشعر السكان بأن الإفراغ القسري دون توفير بدائل واضحة يعكس تمييزا هيكليا قد يساهم في تأجيج مشاعر الغضب والاستياء الاجتماعي. فغياب الشفافية والعدالة الإجرائية يؤدي إلى مزيد من الاستقطاب بين الفئات الاجتماعية، ويعزز الفجوة بين الفئات المتضررة وصناع القرار.

4. التكيف الاجتماعي واستراتيجيات المواجهة:
عند مواجهة تهديدات كبرى مثل الإخلاء القسري، يعتمد الأفراد على استراتيجيات مختلفة للتكيف، والتي تتنوع بين:
- التكيف النشط: البحث عن بدائل للسكن، تقديم شكاوى قانونية، أو الانخراط في أشكال الاحتجاج السلمي.
- التكيف السلبي: الاستسلام للوضع، الانسحاب الاجتماعي، أو الشعور بالعجز.
- التضامن الاجتماعي: إنشاء شبكات دعم مجتمعية، سواء عبر التكافل الأسري أو الحراك الاجتماعي.
تشير الدراسات في علم النفس الاجتماعي إلى أن الأفراد الذين يمتلكون دعما اجتماعيا قويا يكونون أكثر قدرة على التعامل مع الضغوط النفسية، حيث تقل لديهم مستويات القلق مقارنة بمن يواجهون المحنة بشكل فردي.

ليالي سوق الغزل الرمضانية

الدورة الثالثة 2025/1446



المهدي قامور



زهير زاهر



عبد السلام السفياني



سكينة العسولي



عبد الإله زنيبر



توفيق أبرام



ياسر الشرقي

• 11 مارس / 10 رمضان

الليلة العيساوية

• 20 مارس / 19 رمضان

الليلة الكناوية

• 21 مارس / 20 رمضان

ليلة فن الملحون

• 22 مارس / 21 رمضان

ليلة طرب الآلة

• 13 مارس / 12 رمضان

ليلة الحضرة النسوية

• 14 مارس / 13 رمضان

ليلة المديح والسماع

• 18 مارس / 17 رمضان

ليلة الكوميديا

بساحة سوق لغزل المريسة سلا

حصاد أوروبا في أوكرانيا

تلقت أوروبا، وتنتظر حواليتها، فتنحسر و تأسى على حالها ،وهي تكتشف أن قد صارت في الهامش بعيدة أو مبعدة عن الحلول التي يجري ترتيبها بدونها حول أوكرانيا.لقد سبقها ترامب إلى بوتين بليلة،و دبر معه منفردا تفاصيل السلام القادم....أجبرها على أن تمثل مرغمة دور المنهزم ،و على ان تخرج من هذه الحرب التي ارهقتها لسنوات ثلاث مهيضة الجناح خاوية الوفاض ... لكنها لا ترفع الراية البيضاء ،فتحاول أن تستدرك الموقف في الوقت الميت ،.... تبحث دون كلل عن حصة من كعكة أوكرانيا ...عن مكسب مهما يكن صغيرا أو حتى تافها ، يحفظ به قاذتها ماء وجههم، ويخرونه في عيون شعوبهم، فلا يوجد عليها ترامب سوى بالفتات . تحتج، تناور،تهدد بالتمرد على العم سام ،تستغفر كلمات غليظة كالخيانة والغدر والتنكر للأصدقاء ، وماشابه ذلك من مواعظ ، ولكنها لا تلوي على شيء ،بل لا تتحصل في يدها سوى قبض الريح .



في الليلة التي كان فيها ماكرون يحفظ ماسيقوله لترامب ،بعد أن أعلن عنه على الملأ عبر مواقع التواصل الاجتماعي، يأتيه الخبر اليقين ،لقد انهزم شولتر شر هزيمة ،وجاء المحافظون للسلطة ،متبوعين بحزب البديل من أجل ألمانيا المتطرف الذي ليس غير حصان طروادة كل من ترامب وماسك .كان خبرا حزينا ومفردا له في آن واحد . مفردا ،لأنه صار رجل أوروبا الأول ، وهذا يهون عليه قليلا تعثره فرنسيا ، و خبرا حزينا ،لأنه يتوقع ان يكون الحبل على الجرار كما يقول فيصل القاسم في الجزيرة ،فاليوم تسقط ألمانيا ،وغد أوروبا كلها .

لقاء ترامب وماكرون لم يكن عاصفا ولا حتى محتما. لم يقع اي شيء مما توقع به ماكرون ،رأينا رئيسا وديعا، ملاطفا لترامب ،وسمعنا عبارات فضفاضة لاتفيد بمعارضة ترامب الذي لهف أوكرانيا لوحده و كل دول اوربا تنظر للتطبيق ولانتمد أيديها له ...وبمرور الندوة الصحفية التي جمعتهما بالبيت الأبيض سنفهم ان ماكرون جاء لغرض واحد. ان يسترضي ترامب حتى يخرج أوروبا من دكة اللحياطي ،ويوقفها ولو على خط الشرط بالرياض .المهم ان يلتفت لها ،ولو حرمت نصيبها من الغنائم .

يوما بعدهذا اللقاء ،سينزع ترامب ورقة التوت المتبقية عن أوروبا، و فعل ذلك في مجلس الأمن حتى تكون فضيحتها مجلجلة وعلى مسمع العالم ونظره.

اقصى مااستطاعته فرنسا وبريطانيا النوويتان بشأن القرار الأ مريكي بوقف اطلاق النار باوكرانيا كان اللامتناع ،وهو اللامتناع الذي يفيد التمتع والعتاب المزيف الذي يفيد الإيجاب ،تماما مثلما يقع من حبيب يغاضب حبيبه هو الذي لسينوي عنه فراقا . يقرع ترامب أوروبا ،ويهيئها، و يباهر بعداوتها لها ، ولكنها تنزلفه، و ترى من جهتها أن ليس لها من صداقتها بد.

انها لامتلك اوراقا في مواجهته.ولذلك تكون الحرب قد تمخضت عن نكبة كبرى لها ؛ خسرت بوتين وروسيا للأبد ،بينما يسارع التباء الروس بإطلاق اسم ترامب على مواليدهم الجدد .ماربته كان زيلنسكي الغر الثائب،بينما ربح بوتين الأرض، و فاز ترامب بالمعادن النادرة . و هي تعرف ان ستعلن موسكو النصر ،وأن سيفرك الشعب الأمريكي يديه فرحا بالأموال التي استرجعها له ترامب بينما ستغضب شعوبها وقد تنتفض ، وهي ترى انها خاضت حربا لامعنى لها ، و أنها ضحت برفاهيتها من أجل اوهام وحسابات سرعان ماتهاوت مثل قصور الرمل ،كان يكفي ان يختفي بايدن ويظهر ترامب.

إنه اذن حصاد الهزيمة والخيبة و الجزاء العادل لغياب الاستراتيجية الفاعلة ،أوربا تدفع ثمن تواكلها على أمريكا، قد سبقتها براقش في الجناية على نفسها....هي لم تحتط يوما لتغير مزاج الحكم مابين ديمقراطيين وجمهوريين بالولايات المتحدة الأمريكية. لم تحسب أبدا ان يأتي زمن يقلب لها فيه رئيس أمريكي ظهر المجن ...ان يعود ترامب الذي ليس له نفس رؤيتها، ولانفس القيم التي تحبها لنفسها ، بل هو يصرح أن الاتحاد الأوروبي كان مؤامرة ضد الولايات المتحدة الأمريكية.سرديته منطقية جدا؛ فأمریکا تدفع لأوروبا ثمن حمايتها ،بينما تستغلها هذه الأخيرة اقتصاديا ،ولذلك قرر أن يعاقبها اقتصاديا برفع رسوم الجمارك ،وعسكريا بالتخلي عن أوكرانيا وعنفا هي أن لزم الأمر، وسياسيا بتسليم الحكم فيها لليمين المتطرف .كل هذه الحرب المعلنة ، وهذا السيل من الإهانات، وأوروبا لتتجرجوا . على العكس يتقاطر قاذتها على واشنطن مبايعين ترامب . لم يعد هؤلاء القادة يريدون شيئا،فقط أن لايتروا لحالهم ،و ان لا يتمهم أمريكا. إنهم يخافون من المجهول بدونها ،ولذلك سيلزمونها ولو بخسوا حقهم ،هم راضون من غنيمة الحرب الروسية الأوكرانية بالإيجاب. راضون ولو مرغت كرامتهم بالتراب اليوم وغدا . من يهن يسهل الهوان عليه

بقلم: الدكتور خالد فتحي

لويدجاند

مجلة لودجي ميديا الأسبوعية



اليوم العالمي لحقوق المرأة المغرب يقترب من تحقيق مكتسبات حقوقية جديدة عبر إصلاحات مدونة الأسرة



SCAN ME!

WWW.LODJ.INFO
العدد 48 - مارس 2025

حياتنا

لمغاربة في المرتبة الثانية
ضمن أكثر الحاصلين على
الجنسية الأوروبية
عام 2023

أخبار الأسبوع

بوريطة يؤكد دعم المغرب
المستمر لفلسطين في
القمة العربية



نعم التبصر و نعم القرار



نعم التبصر من طرف جليلة الملك للظروق الصعبة التي تمر منها بلادنا بسبب شح التساقطات الذي أثر سلبا و ما زال على الفلحة الغذائية و مستقبلها في بلادنا و أدى إلى نقص مهول في رؤوس الأغنام و الأنعام عموما، مؤديا - إلى جانب الارتفاع الكارثي لأثمان المحروقات و تحرير الأسعار و ارتفاع تكلفة استيراد الحبوب و القطني و أعلاف الماشية و الدواجن و تفاقم أفة السمسة و الوساطة و التخزين و التلاعب بالأسعار - إلى غلاء متزايد و غير مبرر للمواد الغذائية عموما (لحوم حمراء و بيضاء أسماك خضر و فواكه الخ... و أدى إلى ضعف النمو الاقتصادي و عجز الميزان التجاري و بالتالي إلى غياب صمام الأمان و السلم الاجتماعي تدريجيا بتزايد تفكير الطبقة الوسطى و إغلاق و تصفية عدد كبير من المقاولات الصغرى و المتوسطة و اتساع دائرة الفقر و البطالة و هوامش الهشاشة و اليأس الاجتماعي...

نعم التبصر إذن و نعم قرار أمير المؤمنين الملك محمد السادس بإعفاء شعيرة عيد الأضحية لهذه السنة العجفاء من ذبح أضاحي العيد رفقا بالبلاد و العباد...

و نعم الإجراءات المستعجلة التي سيطلقها صاحب الجليلة الملك محمد السادس نصره الله لتدارك الأوضاع الفلاحية و الاقتصادية عموما و إيجاد حلول للمشاكل الفقر و الحكامة التي يتخبط فيها البلاد و

بقلم علي تونسي

- 35 نعم التبصر و نعم القرار
- 34 حصاد أوروبا في أوكرانيا
- 33 الهدم والإفراغ القسري للسكن في حي المحيط
- 31 نظرية "الاستعداد" عند علاء الفاسي....؟
- 29 ترامب : "سأكون ديكتاتوراً في اليوم الأول"



لوديجي ميديا - مؤسسة الرسالة الإعلامية

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري
سلمى الشاوي - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
وفاء - ندى دحان

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma

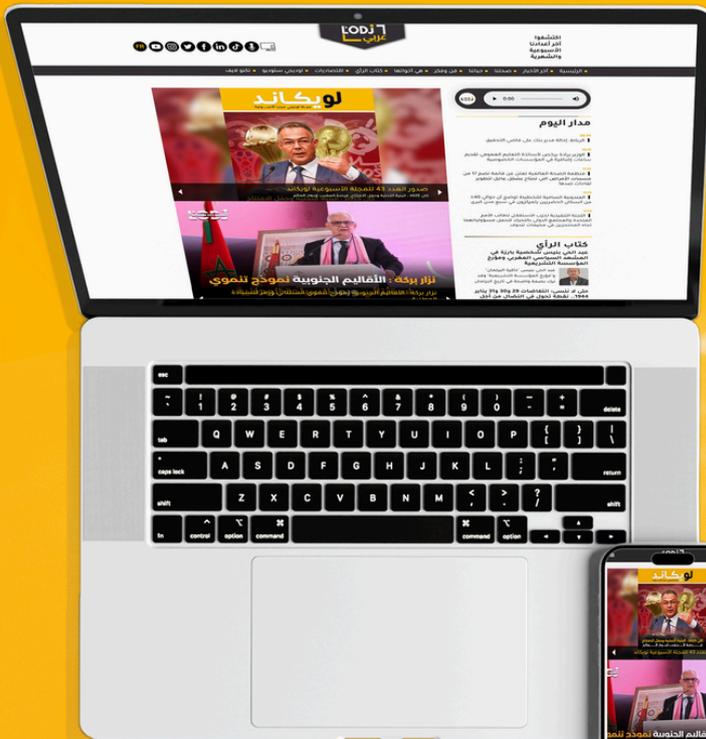




لودجي أنفو - بلاطفورم الشباب

جريدة الكترونية مغربية متجددة على مدار الساعة

سياسة، رياضة، ثقافة، ديجيتال، طوموبيلات
برامج ويب تيفي، بودكاست، روبورتاجات، مؤتمرات، كرونيكات..



www.lodj.info



SCAN ME!

@lodjmaroc



كتاب الرأي

العدد 02 - مارس 2025

لوديجي بالعربية : بلاطفورم الشباب

الععيد على الأبواب..



”نعم التبصر و نعم القرار“